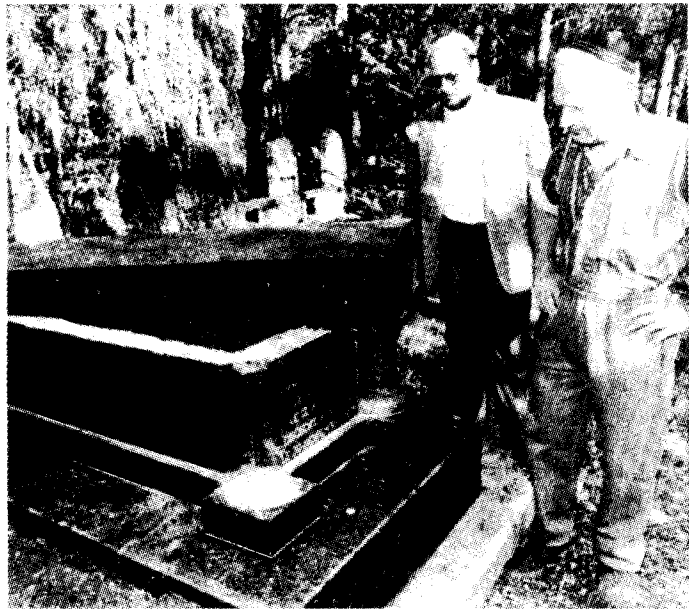


Horreur antisémite à Carpentras, campagne de terreur raciste



Ci-dessus, tombes du cimetière juif de Carpentras, profanées par des fascistes. A droite, la manifestation du 14 mai à Paris contre cette horreur antisémite.

Le Bolchévik

Ouvriers, immigrés, Beurs, Juifs: unis, il faut écraser les fascistes!

Aucune confiance dans l'Etat français de Mitterrand!

24 mai - Dans la nuit du 9 au 10 mai, une bande de chiens antisémites a profané 34 tombes du vieux cimetière juif de Carpentras, berceau de la communauté juive de France. Non contents d'avoir détruit à coups de barre à mine les pierres tombales, ils ont déterré et empalé le corps d'un vieil homme décédé quinze jours plus tôt. Par cette abomination, ces bêtes fascistes, héritiers des gardiens des camps de concentration nazis, ont voulu signifier à leurs victimes désignées que demain ils étaient prêts à leur faire revivre le cauchemar de *Nuit et brouillard*.

L'atrocité fasciste commise à Carpentras n'est pas un acte isolé. Depuis 1980, quelque 600 tombes juives dans douze cimetières différents à travers la France ont été profanées. Quelques jours avant Carpentras, des inscriptions «*Juifs dehors*» et des étoiles de David étaient peintes sur des devantures de magasins appartenant à des commerçants juifs dans la ville voisine d'Avignon.

La veille de la profanation des tombes de Carpentras, Le Pen, invité sur Antenne 2, vomissait sa haine raciste et antisémite et parlait du

«*trop grand pouvoir des Juifs dans la presse*» et déclarait qu'à la fin de la guerre «*on a été très sévères*» avec Pétain, responsable de la mort de dizaines de milliers de Juifs. Et le 1^{er} mai, prenant la parole devant 15 à 20 000 de ses fidèles, Le Pen, enhardi par la corruption étalée au grand jour et le discrédit grandissant qui affecte aussi bien le gouvernement que la «*démocratie*» parlementaire et tous les partis qui la composent, menaçait qu'il était prêt à lancer ses troupes dans les rues si l'amendement antiraciste présenté par le PCF était voté par l'Assemblée nationale. Ce discours visait toutes les victimes de la terreur raciste et aussi le mouvement ouvrier organisé, que la fonction des fascistes - bandes armées «*illégal*es» du capital - est d'écraser pour le rendre incapable de toute action de classe indépendante. En perpétrant l'atrocité de Carpentras, la vermine fasciste a répondu à Le Pen : «*Nous sommes prêts, nous attendons les ordres!*»

En France, sur le fumier du racisme antimaghrébin sur lequel prospèrent les fascistes, l'antisémitisme retrouve une nouvelle vigueur, encouragé par la contre-révolution qui cherche à profiter, à l'Est, de l'écroulement des régimes staliniens. Les appétits impérialistes, aiguisés par l'écroulement des régimes staliniens et les possibilités de reconquérir les marchés perdus après la grande révolution d'Octobre 1917, se revêtent des oripeaux sanglants du nationalisme, du chauvinisme et du racisme. Dans toute l'Europe, la racaille fasciste relève la tête et croit que son heure va bientôt sonner. Aux profanations de Carpentras font sinistrement écho celle de la tombe de Bertolt Brecht, au cimetière de Dorotheenstaedtfriedhof en RDA, et

les graffitis antisémites qui recouvrent les synagogues de Budapest ou les mémoriaux juifs de Varsovie. Des décennies de régime stalinien ont permis qu'au cœur même de la patrie de Lénine et Trotsky, les fascistes de Pamiat, héritiers des pogromistes Cents-Noirs, paraded impunément et que dans tous les pays de l'Est on assiste à un réveil des mouvements nationalistes qui affichent un anticommunisme arrogant, toujours associé à un antisémitisme virulent, et qui osent aujourd'hui se réclamer ouvertement de bêtes sanguinaires telles que les «*Frères de la forêt*» estoniens, auxiliaires zélés des nazis qui dépassaient souvent en sauvagerie leurs maîtres. Il est urgent que la classe ouvrière soviétique, qui a héroïquement et victorieusement combattu les nazis, écrase cette vermine dans l'œuf!

MOBILISATIONS OUVRIERES/ IMMIGREES/JUIVES POUR ECRASER LES FASCISTES!

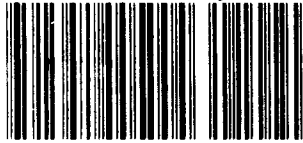
L'annonce de l'atrocité antisémite de Carpentras a soulevé une vague d'indignation. Dans tout le pays, des centaines de milliers de personnes ont manifesté pour exprimer leur écœurement et leur rage. A Paris, le lundi 14 mai, environ 200 000 manifestants ont défilé à l'appel de l'organisation juive bourgeoise, le CRIF, rejoint par d'autres organisations - une manifestation où était largement représentée la communauté juive, consciente et inquiète à juste titre de l'immense danger qui la menace avec la montée de Le Pen en France mais aussi avec la vague réactionnaire et antisémite qui balaie les pays de l'Est et la perspective sinistre d'un Quatrième Reich. Si dans cette manifestation il y avait des racistes

«*respectables*», hypocrites, parfaitement heureux de voir des flics tuer des Maghrébins ou des Noirs et qui applaudissent à la contre-révolution en Europe de l'Est, il y avait aussi des manifestants venus là exprimer leur volonté d'en finir avec la racaille fasciste. Mais la consigne de silence et d'anonymat imposée par les organisateurs les en a empêchés. Malgré cette censure scandaleuse, en tant que communistes combattant en défense de tous les opprimés, nous avons tenu à nous adresser à ces manifestants avec les mots d'ordre de notre banderole et de nos panneaux déployés le long de la manifestation pour avancer le seul programme d'action capable de faire rentrer cette racaille dans son trou: *Ecrasons les fascistes! Front unique d'autodéfense des organisations ouvrières, juives et immigrées! Aucune confiance dans l'Etat bourgeois pour écraser les fascistes! Mobilisations ouvrières pour écraser les fascistes!*

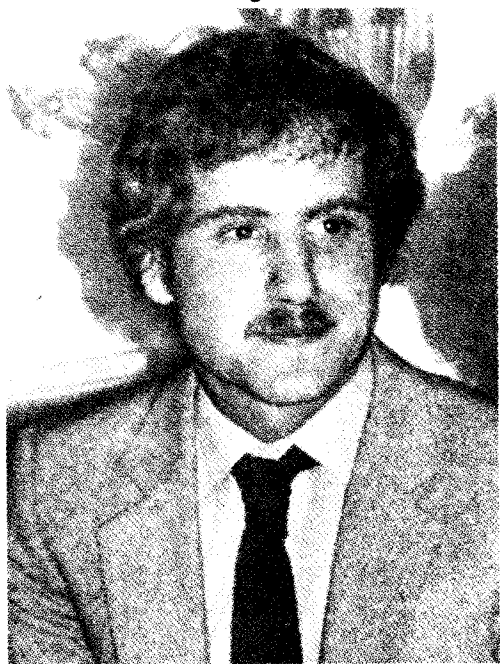
Mais l'imposante manifestation du 14 mai a été marquée du sceau de l'«*union sacrée*» des partis du consensus raciste anti-«*immigrés*» autour du sphinx de l'Elysée, le tout au nom de... l'«*antiracisme*». On a pu ainsi assister au spectacle obscène de la présence en tête de cortège - protégés par un imposant cordon de ces agents de la terreur raciste que sont les CRS, tranquillement mélangés aux manifestants - des artisans de ce consensus raciste: les Mitterrand, Rocard, Joxe, Chirac, Pasqua et Cie. La responsabilité de cette obscénité incombe aux directions réformistes de la classe ouvrière, essentiellement le PCF qui, bien loin de diriger l'indignation massive suscitée par Carpentras dans la voie de néces-

Suite page 4

M 2651 - 102 - 5,00 F



Noah Wolkenstein



1955-1990

Rouen: les Beurs se mobilisent contre un crime raciste

« On veut nous faire croire que c'est un accident de moto. Nous criions et soutenons que notre frère a été assassiné ! » A Rouen, le 30 avril, les flics dispersent à coups de matraque les quelque deux cents jeunes, principalement beurs, venus réclamer que toute la lumière soit faite sur la mort de Philippe Ali Meterfi.

Le drame est relaté dans le tract que les jeunes distribuent. Le 1^{er} avril, Philippe Ali et un copain roulent en moto quand « ils aperçoivent un jeune qui vient d'être pris en flagrant délit de vol. Ils décident donc de le secourir en le prenant avec eux. A ce moment, deux motos entament une course-poursuite et les rattrapent dans la forêt [...]. C'est alors qu'ils ont perdu l'équilibre et sont tombés sur la gauche [...]. Or le constat de police révèle un choc mortel sur la face droite du jeune Philippe Ali. » Les poursuivants « le massacrent en lui portant des coups violents sur la tête » puis « déplacent le corps et la moto vers le bitume, masquant ainsi le meurtre en accident ». Depuis les cinq jeunes des Sappins, torturés dans un commissariat, jusqu'à Mohamed Favez, tabassé et grièvement blessé par les videurs de la boîte « le Macumba », combien d'atrocités racistes similaires sont régulièrement étouffées depuis des années ? Les copains de Philippe Ali, eux, ne veulent pas attendre que le rouleau compresseur leur passe dessus : « On ne va pas accepter ce que nos parents ont accepté. » Pour les Beurs des cités avoisinantes qui les rejoignent, Philippe Ali, le fils de harki assassiné par des

racistes, est un des leurs. De même, sa famille dénoncera publiquement la Fédération des anciens combattants rapatriés d'Algérie et amis, en expliquant que cette succursale lepéniste avait parlé de « récupération politique » dans « le but de diviser les Français musulmans et les immigrés musulmans. Or, aux yeux d'un Français de Navarre, il n'y a aucune différence entre les deux » (Paris-Normandie, 2 mai).

Dans le même temps, le mouvement s'organise, avec un représentant par banlieue : assemblées générales à La Houssière, où se décident les manifestations (en moyenne une manifestation tous les trois jours pendant trois semaines) et s'organise le service d'ordre. Ne comptant que sur eux-mêmes, les jeunes se méfient à la fois des professionnels de l'« antiracisme » et des dirigeants du mouvement ouvrier. Tous ces gens représentent l'image qu'ils ont de la politique : une image pas très reluisante. Des organisations censées les défendre, comme le « Collectif antiraciste et pour l'égalité des droits » (dont fait partie la LCR), se sont contentées de sortir une déclaration pleurnicharde qui demandait que « nulle part ils ne soient méprisés et notamment quand ils s'adressent aux diverses institutions » (Paris-Normandie, 20 avril) – y compris la police ! Dégoûtés, la plupart des jeunes étaient absents de la « fête antiraciste » du 13 mai, qui regroupait tous les chevaliers de la phrase « antiraciste », du PS aux juges du Syndicat de la magistrature et

C'est profondément bouleversés et attristés que nous annonçons le décès de notre camarade Noah Wolkenstein. Noah a été responsable de la réalisation de « Workers Vanguard », le bimensuel de nos camarades américains de la Spartacist League (SL), et de « Spartacist », l'organe du comité exécutif de la Ligue communiste internationale (LCI), et responsable de l'équipe de composition jusqu'en octobre 1988. Il s'est donné la mort le 23 avril. Noah avait 34 ans. Il était militant de la SL sur la Côte Ouest et membre titulaire de son comité central au moment de sa mort.

Ce drame touche chaque camarade et chaque section de la LCI, en particulier les camarades de New York qui l'ont connu dans le travail politique assidu et brillant qu'il accomplit dans la production de notre presse, mais aussi beaucoup de camarades d'autres sections locales de la SL et d'autres sections nationales de la LCI. Pendant les années où il fut responsable de la composition de « Workers Vanguard », Noah assumait également la responsabilité de l'installation des systèmes de production de la presse et de la formation des camarades en France, au Canada et dans d'autres pays. En février et mars de cette année, le camarade Noah était en Allemagne pour y mettre sur pied l'infrastructure technique de base de notre presse. Il a mené cette tâche avec la détermination que nous lui connaissions.

Il avait adhéré au parti en 1975. Sa soeur aînée Rachel fut recrutée en 1973, à la suite de la fusion entre la SL et le Buffalo Marxist Caucus. Son frère plus âgé, Seth, avait adhéré au parti en 1974.

Les parents de Noah, Gloria et Ed Wolkenstein, ont tenu, dans leur douleur, à nous témoigner de la force des convictions communistes de Noah et de la satisfaction qu'il a tirée de son travail crucial pour notre parti pendant ces quinze années. Nos pensées vont vers ses parents, vers son autre soeur, Naomi, et vers les autres membres de sa famille.

Respectant la volonté exprimée par Noah que ne soit organisée aucune cérémonie commémorative, des réunions informelles privées se sont tenues pour que ses camarades se souviennent. Son souvenir sera toujours avec nous et trouvera sa plus haute expression dans notre détermination à poursuivre le combat pour les idéaux communistes auxquels il a consacré toute son énergie et son intelligence pendant le trop court moment que nous avons passé ensemble.

mination racistes. Aujourd'hui, la note est salée : tandis que des feuilles du Front national commencent à circuler dans l'usine, l'ouvrier qui veut combattre la racaille fasciste doit se demander ce que des sympathisants lepénistes foutent dans SON syndicat. L'hypothèque est lourde pour les luttes à venir.

La détermination des Beurs devra prendre appui sur les gros bataillons de Cléon et des autres usines de la région, mobilisés dans la rue : il est plus que temps de renverser la vapeur. Les actions exemplaires que nous avons menées tracent la voie à suivre. Ainsi, contre les provocations des fascistes, nous avons été à Rouen, en 1981, à l'initiative d'une action ouvrière de front unique qui a rassemblé plusieurs centaines de manifestants. Contre la ségrégation raciste, nous avons organisé

Suite page 6

aux royalistes de la NAR (qui proposent pour « lutter contre le racisme » l'avènement d'un roi « populaire »), en passant par SOS-Racisme et la LCR. Comme l'écrivaient nos camarades dans un tract diffusé à l'entrée de ladite fête : « A cette galerie obscène d'antiracistes du dimanche s'ajoute SOS-Racisme qui lors de son dernier congrès a réussi le tour de force cynique "de rompre" avec Mitterrand pour reprendre à son compte les positions encore plus droitières et chauvines d'une fraction de la social-démocratie qui derrière Chevènement clame "l'amour de notre beau pays" [...] »

Un des jeunes nous a expliqué la seule suite que la mairie PCF a donné à l'affaire : « Ils ont multiplié les rondes dans les quartiers » – c'est-à-dire la terreur en uniforme pour les travailleurs « immigrés » et leur famille. A Renault-Cléon, le principal bastion industriel de la région rouennaise, la passivité criminelle de la direction de la CGT laisse s'installer dans la classe ouvrière une division qui pourrait avoir les pires conséquences. Un grand nombre d'intérimaires, dont beaucoup de Beurs, y travaillent pour un an ou six mois, périodiquement jetés et repris par la direction de la boîte, et isolés face aux insultes d'ouvriers racistes. Les syndicats ne mènent même pas de réelle bataille pour l'embauche ferme – et rien sur la formation sous contrôle syndical.

Les dirigeants des syndicats ont toujours refusé de mobiliser la classe ouvrière contre la terreur et la discri-

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste), pour forger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Josic Thanner, Jean Thimbault.
REALISATION : François Donau.
REVISEUR-REDACTEUR : Carine Gance.
DIFFUSION : Jean-Luc Etchart.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Routage de Paris
5, chemin des Fruitières
93200 La Plaine-St-Denis
Commission paritaire : n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Mobilisations ouvrières pour écraser les fascistes!

Provocations nazies à Berlin-Est

L'article ci-dessous est traduit de Spartakist n° 70 (8 mai), publié par le Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Dans la période qui a suivi les élections au Volkskammer [Parlement] le 18 mars, élections qui ont porté au gouvernement les partis du Quatrième Reich, les fascistes en RDA sont passés à l'offensive de plus en plus brutale et ouvertement. Le 20 avril, après une marche à pas cadencés à travers Berlin, des centaines de nazis/skinheads, braillant, se sont déchaînés des heures durant sur l'Alexanderplatz pour « célébrer » l'anniversaire de la naissance de Hitler, vociférant des slogans racistes et blessant plus de 50 personnes. Ils ont mis à sac le « Mocca Bar », connu pour être un lieu de rencontres pour homosexuels, et ont attaqué les clients avec des couteaux et des pierres. Auparavant, ils avaient tenté sans succès de s'attaquer d'abord à un cimetière juif et ensuite à un bâtiment de squatters, connu comme un centre antifasciste.

Mais contrairement aux policiers qui voulaient depuis longtemps chasser les bandes de skinheads, la direction de la Volkspolizei sur place à Alexanderplatz leur a laissé beugler des slogans fascistes tels que « De la boue pour les Turcs et les rouges » et « Heil Hitler », et se livrer à leurs violences pendant des heures. C'est seulement lorsque quelque 400 Autonomen et jeunes antifascistes sont arrivés de Kreuzberg [à Berlin-Ouest] que les

20 avril — Des skinheads font le salut hitlérien sur l'Alexanderplatz, Berlin-Est, pour « célébrer » l'anniversaire de la naissance de Hitler.



l'intérieur. Ils ne furent chassés qu'après une bataille rangée avec la police.

A Dresde, plus de 500 skinheads ont semé la terreur dans les stations de métro après un match de football. Lors d'un autre incident, ils ont dirigé leur terreur meurtrière contre un Vietnamien qui se rendait à Berlin en train, le poursuivant sur toute la longueur du train. A Halle, des groupes disséminés de skinheads et des fascistes en « bombers » ont terrorisé de manière indiscriminée les gens qui sympathisaient dans les rues. Quand un sympathisant du Parti ouvrier spartakiste est intervenu pour défendre sa femme, il a été blessé à l'œil. A Cottbus et Sanger-

Wuppertal. Les Führer nazis d'Allemagne de l'Ouest concentrent désormais leurs activités (et leur argent) sur la RDA.

Nous avons averti depuis le début qu'un Anschluss [annexion] capitaliste de la RDA ne se ferait pas pacifiquement. Les fascistes sont simplement le fer de lance de la terreur qu'un Quatrième Reich apporterait aux minorités et à la classe ouvrière. Les travailleurs doivent s'organiser maintenant pour défendre leurs organisations et en défense de leurs collègues ouvriers étrangers, des homosexuels, des Juifs, de toutes les victimes désignées de la terreur fasciste.

Depuis l'effondrement du Mur de

licencié des milliers d'ouvriers en majorité vietnamiens selon la logique raciste : « Avant qu'un Allemand parte, un Vietnamien partira. » A Dresde, un « gel général de l'admission d'étrangers » a été décrété la semaine dernière sous prétexte de pénurie de logements. En même temps, le délégué du gouvernement aux étrangers, Almuth Berger, a demandé l'institution de quotas pour les étrangers.

Aujourd'hui, l'impérialisme allemand cache sa Drang nach Osten [poussée vers l'est] derrière des phrases « pacifistes », mais c'est la bourgeoisie d'Auschwitz qui est à l'œuvre pour ériger son Quatrième Reich. Aux élections au Volkskammer du 18 mars, seul le Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne s'est présenté sur un programme d'opposition inconditionnelle à la réunification capitaliste. Le PDS [le SED rebaptisé], cherchant à se définir comme un parti d'opposition au sein d'une Allemagne capitaliste, alimente de ce fait les illusions dans une « nouvelle démocratie ».

Ainsi, à la suite de la marche des nazis à Alexanderplatz, le PDS a réclamé un commandement de la police plus fort et plus efficace. Son ancienne organisation de jeunesse pose avec espoir la question « Après des mois d'inaction, la police commence-t-elle à dépasser son incertitude ? » (Junge Welt, 23 avril). Alors que de nombreux membres de la Volkspolizei veulent à coup sûr défendre les acquis de la RDA et haïssent les skinheads, le front populaire dirigé par le PDS fait appel à la direction de la police sous l'autorité du ministre de l'Intérieur Dietzel, un archi-réactionnaire de la DSU [Union sociale allemande, affiliée à l'Union sociale chrétienne d'Allemagne de l'Ouest, basée en Bavière], pour diriger la lutte contre les fascistes !

Cela fait moins de six mois que 250 000 personnes se sont rassemblées contre la profanation nazie du monument aux morts soviétiques à Treptow Park le 3 janvier, un puissant rassemblement de front unique qui a eu lieu à la suite d'une initiative des spartakistes. La RDA a été construite sur les ruines du fascisme de Hitler, après la victoire de l'Armée rouge. Aujourd'hui vivent en RDA des dizaines de milliers d'ouvriers vietnamiens — dont l'histoire héroïque de lutte victorieuse contre l'impérialisme américain devrait être une inspiration puissante pour tous les travailleurs — qui veulent combattre le fascisme. Ce dont nous avons urgemment besoin, ce sont de mobilisations pour des actions concrètes de front unique ouvrier contre les nazis, des actions qui doivent protéger et impliquer dans leurs rangs les nombreux ouvriers étrangers et minorités de la RDA.



Le cortège spartakiste, à la manifestation du Premier Mai, de Berlin-Est à Berlin-Ouest, appelle à des actions de front unique ouvrier pour stopper les fascistes et aux pleins droits de citoyenneté pour les immigrés. Sur la banderole de gauche : « Contre la privatisation — Non à la réunification capitaliste ! »

skinheads ont été chassés par la police. Un antifasciste turc de Kreuzberg décrit ce qui s'est passé : « C'est seulement après que nous avons entendu que les skins avaient attaqué un logement gay et tabassé des gens très salement que les gens se sont décidés à y aller. »

Depuis cette horrible provocation nazie dans la capitale de la RDA, les émeutes et attaques terroristes par des bandes fascistes se sont intensifiées à travers le pays. Plus de 500 skinheads nazis et « néo »-nazis, venant pour beaucoup d'entre eux d'Allemagne de l'Ouest, qui s'étaient rassemblés le week-end suivant pour une « réunion de toute l'Allemagne » à Nordhausen, ont pris d'assaut un restaurant, attaqué les clients et se sont ensuite barricadés à

hausen, des bandes de skinheads ont saccagé plusieurs restaurants et blessé clients et personnel. Et le Premier Mai, journée internationale de la classe ouvrière, les « démocrates nationaux d'Allemagne centrale » [fascistes] ont pu se rassembler ouvertement sur la place du marché de Leipzig pendant que la police contenait des centaines de contre-manifestants.

En Allemagne de l'Ouest et à Berlin-Ouest, la terreur des skinheads fascistes — particulièrement contre les travailleurs immigrés et les autres minorités — est une réalité quotidienne. Huit cents nazis se sont rassemblés à Munich le 23 avril pour « célébrer » le putsch de la brasserie de Hitler. Trois jours plus tard, 1 200 policiers protégeaient un meeting Republikaner à

Berlin et avec lui du système stalinien, les escouades de nervis nazis ont ouvertement offert leurs services au capital, comme par exemple au rassemblement électoral de Kohl à Dresde en décembre dernier où ils ont dégagé les contre-manifestants des rues pour lui. Et la chasse aux sorcières anticommuniste engagée par les impérialistes et leurs laquais sociaux-démocrates contre les membres du PDS, les ex-membres du SED [l'ancien parti dirigeant stalinien] et les activistes de gauche, donne le feu vert aux attaques fascistes contre le mouvement ouvrier.

Les premières victimes de l'Anschluss capitaliste de la RDA sont les travailleurs originaires de l'étranger. Rien que dans les quelques dernières semaines, les directeurs d'usines ont

POUR CONTACTER LA LTF

Paris Le Bolchévick
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 42 08 01 49

Rouen Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél : 35 73 74 47

Lyon Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07

Carpentras...

Suite de la page 1

saïres actions pour écraser les fascistes, a scandaleusement refusé de mobiliser la classe ouvrière qu'il organise au travers des syndicats. Aux nécessaires mobilisations ouvrières/« immigrées »/juives, ces réformistes opposent d'impuissantes lois « antiracistes » censées être appliquées par les tribunaux bourgeois qui s'illustrent chaque jour en libérant les flics racistes assassins ou même les skins profanateurs de cimetières, comme ces trois nervis coupables de la provocation de Saint-Herblain. Les directions réformistes du mouvement ouvrier paralysent ainsi la puissance du prolétariat, en semant les pires illusions comme quoi on pourrait arrêter le bras des tueurs racistes en faisant confiance à l'Etat bourgeois, à son parlement, ses flics et sa « justice ».

Déjà en 1980, lors de l'attentat devant la synagogue de la rue Copernic où trois personnes avaient trouvé la mort, les dirigeants du PCF et de la CGT s'étaient contentés honteusement d'appeler seulement à deux heures de grève. Mais après dix ans de soutien plus ou moins direct aux gouvernements Mitterrand, ils ont poussé encore plus loin la veulerie en appelant leurs militants et tous ceux qui veulent balayer cette vermine antisémite et raciste à se dissoudre purement et simplement dans une manifestation « anonyme », à la traîne des responsables de la politique anti-« immigrés » qui a pavé la voie aux fascistes !

On peut comprendre que, dans ces conditions, les principales victimes de la terreur raciste, les Maghrébins et leurs enfants, ainsi que les Africains et les Antillais, aient été largement absents de cette manifestation. En 1980 et en 1982, les réactions aux attentats antisémites de la rue Copernic et de la



Le long du parcours le 14 mai à Paris, la LTF s'adresse à ceux des manifestants qui veulent en finir avec les fascistes.

leur majorité, n'étaient malheureusement pas dans la rue aux côtés des Juifs et de tous ceux qui veulent en finir avec la terreur raciste. Et la raison principale est exprimée clairement par un de ces jeunes interviewé par *Libération* (16 mai) : « Plein de copains ne sont pas venus parce qu'ils ont l'impression qu'il y a une hiérarchie dans le racisme et l'antiracisme. Quand on descend un Arabe, combien sont-ils dans la rue ? »

Ce sentiment d'isolement s'appuie sur l'expérience d'une révoltante réalité. Il y a quelques semaines seulement, trois jeunes Beurs ont été assassinés en l'espace de huit jours sans qu'aucune riposte ait été organisée. Nous relatons dans ce journal, en page 2, un de ces crimes racistes « ordinaires », dans la région rouennaise, laissés sans riposte aussi bien par les directions du mouvement ouvrier que par les professionnels de l'« antiracisme » à la traîne de Mitterrand. Pourtant, c'est par centaines

direction du PCF a scellé du sceau infâme de Vitry en décembre 1980, sur le dos des travailleurs « immigrés » de ce pays. Et ces réformistes sans espoir, qui n'ont à offrir aux victimes de la terreur raciste que de faire confiance à leur bourreau, poussent encore aujourd'hui le cynisme abject jusqu'à revendiquer une victoire dans des élections municipales, celles de Clichy-sous-Bois (dans la banlieue parisienne), remportées sur la base d'une campagne d'un racisme répugnant, digne d'un Le Pen, par un de leurs membres qu'ils se sont contentés de « mettre hors du parti » une fois les élections terminées et la victoire pour le PCF assurée !

Seule l'action déterminée de la classe ouvrière organisée, rassemblant derrière elle toutes les victimes de la terreur raciste, peut stopper la montée des fascistes. Par contre, ce que les émules de Le Pen ont compris après ces manifestations sur Carpentras, imposantes mais impuissantes, c'est qu'ils

était persuadé que lui et sa femme seront un jour contraints de partir de ce pays qui est le leur.

Chaque Juif sait dans sa chair que ce pays est aussi le berceau de l'antisémitisme moderne, le pays de l'affaire Dreyfus et des lois antisémites de l'Etat français de Vichy qui a dépouillé des milliers de familles juives avant de les livrer, de sa propre initiative, aux camps d'extermination nazis.

La bourgeoisie avait envoyé ses représentants politiques les plus voyants à la manifestation parisienne du 14 mai pour faire croire que l'antisémitisme n'était que l'affaire des fascistes, mais, comme nous l'écrivions au moment du procès Barbie, « l'histoire de la collaboration avec les nazis de la bourgeoisie française et de son Etat, et de leur participation active à l'extermination des Juifs [met] dangereusement à mal le mythe gaulliste selon lequel tous les crimes du régime de Vichy ont été simplement le résultat de sa capitulation systématique devant les diktats allemands – un mythe qui est aussi un article de foi pour le PCF car il constitue une des principales justifications de son alliance front-populiste avec la "Résistance" bourgeoise contre le régime "antinational" de Pétain. On est ainsi prié de croire qu'en persécutant les Juifs, Vichy ne faisait que céder aux exigences de Hitler. Rien n'est plus faux » (*Le Bolchévik* n° 73, mai 1987).

C'est sur la base de ce grand mensonge qu'a été reconstruit – avec l'aide cruciale de la direction du PCF – l'appareil d'Etat bourgeois français qui a largement utilisé les hommes de Vichy. Maurice Papon – chargé, sous Vichy, des « questions juives » à la préfecture de la Gironde (1 700 Juifs déportés !), après-guerre préfet au Maroc et en Algérie, en octobre 1961 préfet de police qui dirigea le massacre des Algériens dans les rues de Paris – est le symbole même de cette continuité sanguinaire et raciste de la bourgeoisie française. Celle-ci n'a pas failli à ses traditions en passant des rafles des Juifs aux sales guerres coloniales – et, aujourd'hui, à la terreur et à la ségrégation contre les « immigrés » et leurs enfants.

LES GOUVERNEMENTS MITTERRAND ONT PAVÉ LA VOIE AUX FASCISTES

C'est pour gérer loyalement les intérêts de cette bourgeoisie couverte du sang des opprimés que Mitterrand est venu au pouvoir en 1981, soutenu par les réformistes du PCF et tous les larbins d'« extrême gauche » de la social-démocratie, un soutien qui ne s'est depuis jamais démenti. Nous avons été les seuls à lutter pour l'indépendance de la classe ouvrière en appelant à ne pas voter Mitterrand. Et aujourd'hui, dans la France de Mitterrand, on voit les profits capitalistes croître au rythme de la misère qui frappe des secteurs toujours plus larges de la popula-

Suite page 6



Der Spiegel

rue des Rosiers avaient été marquées par l'hostilité tragique divisant Juifs et Arabes de ce pays, en raison du terrorisme sanguinaire de l'Etat d'Israël contre les Palestiniens. Au contraire, l'abomination de Carpentras a révélé l'existence d'un sentiment réel de solidarité face à l'ennemi commun qui les menace d'un même danger mortel. On a d'ailleurs remarqué, dans la manifestation parisienne du 14, une hostilité au sein même de la communauté juive à l'égard des démonstrations bruyantes pro-israéliennes du Betar. *Libération* du 15 mai cite ainsi cette jeune femme qui apostropha un membre du Betar : « Je suis aussi juive que toi et je suis venue avec des Arabes. Nous sommes tous là contre le racisme. » Plusieurs organisations issues des milieux beurs avaient décidé de participer à cette manifestation, et une organisation beur de la région de Carpentras, Deuxième génération, est allée déposer une gerbe sur les tombes profanées en signe de solidarité. Mais, le 14 mai, les Beurs, dans

de milliers que des manifestants, français et « immigrés », ouvriers et jeunes, étaient descendus dans la rue, en décembre 1986, pour crier leur rage et leur peine après la mort de Malik Ousseki, un Beur assassiné par les flics de Mitterrand-Chirac. La grève combative des cheminots, relayant les luttes étudiantes massives, avait donné un coup d'arrêt, momentané, à la politique revancharde de Chirac. Mais les réformistes du PCF et les larbins d'« extrême gauche » de Mitterrand ont tout fait pour canaliser ces puissantes mobilisations vers le vote en faveur d'un nouveau gouvernement « de gauche », aujourd'hui revenu au pouvoir pour mener de plus belle une politique antiouvrière et anti-« immigrés ».

Ainsi, cette absence délibérée de riposte du mouvement ouvrier organisé – tout au plus des appels symboliques à de petites manifestations impuissantes – est le fruit d'une décennie de soutien aux gouvernements Mitterrand de collaboration de classes, un soutien que la



Progress Publishers

A gauche, le camp de concentration de Beaune-la-Rolande. L'Etat français, de sa propre initiative, a envoyé des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants juifs dans les camps de la mort nazis.

pouvaient impunément poursuivre l'escalade de leurs provocations terroristes.

Et, dès le lendemain, l'horreur a effectivement continué – cimetière juif de Clichy-sous-Bois saccagé, graffitis antisémites sur les devantures de magasins juifs de Quimper, tabassage à Royan d'une militante du PCF, incendie ou saccage de plusieurs locaux du PCF comme à Bergerac, agression abjecte, lourde de sens, commise par des skins à Avignon contre une jeune fille d'origine africaine qu'ils ont tondu.

DE LA FRANCE DE VICHY AU CONSENSUS RACISTE ANTIMAGHREBIN

Après le drame de Carpentras, un membre de la communauté juive de cette ville livrait à une de nos camarades cette réflexion poignante qu'aujourd'hui la question pour eux était de se compter afin de savoir s'ils étaient assez nombreux pour se battre ou s'il fallait partir, et que, de toute façon, il

LE BOLCHEVIK
ABONNEZ-VOUS !

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik,
B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Face à la vague d'antisémitisme et de terreur anti-immigrés

Lutte ouvrière s'apitoie sur les «déchus du nazisme»

A l'heure où les fascistes multiplient les crimes racistes et antisémites, peut-on croire qu'il existe dans ce pays une organisation d'« extrême gauche » qui considère le Front national moins comme un ennemi à écraser que comme un concurrent politique ? Telle est pourtant l'attitude de Lutte ouvrière.

Ce groupe rivalise depuis des années de populisme avec le FN – qu'il refuse encore à ce jour de considérer comme fasciste – pour lui disputer, parmi les travailleurs et les « petites gens », la faveur des éléments racistes et anti-communistes. (Aile gauche de la campagne sur « la mort du communisme », LO exige même une réunification – capitaliste – rapide de l'Allemagne !) En 1988, Laguiller était allée jusqu'à participer à un « débat » télévisé avec le fasciste Martinez. Les scandaleuses « polémiques » de LO avec le FN révèlent de très inquiétants « dérapages » qui vont plus loin que l'indifférence dont elle fait traditionnellement preuve face aux crimes racistes.

Le 6 avril, on pouvait lire dans « l'éditorial d'Arlette Laguiller » de LO, intitulé « L'immigration, un faux problème pour diviser les travailleurs », le passage suivant : « Il y a soixante ans, les travailleurs allemands, eux aussi, ont cru Hitler et ses promesses de les débarrasser des "étrangers". Eh bien, c'est eux qu'il a envoyés par millions mourir sur un sol étranger, tandis que c'est sous le nazisme que l'Allemagne a eu sur son sol le plus grand nombre de travailleurs étrangers, prisonniers, déportés, volontaires forcés amenés par millions dans les camps, les usines et les champs pour remplacer les travailleurs allemands partis à la bataille. »

Deux semaines plus tard, le 27 avril, un de nos camarades interpellait les dirigeants de LO au « Cercle Léon Trotsky » : « Depuis des années, Lutte ouvrière a osé expliquer en France que les tueurs racistes qui abattent comme des chiens les jeunes Beurs sont des victimes de Le Pen. Aujourd'hui, vous vous apitoyez sur les ouvriers allemands pro-nazis (et entre parenthèses, contrairement à ce que vous écrivez, le nazisme était loin d'être majoritaire dans la classe ouvrière allemande même après 33), qui ont cru les promesses de Hitler de "purifier" l'Allemagne des "races inférieures" [...]. Pauvres ouvriers nazis qui ont dû subir la présence de millions de travailleurs forcés, qui ont dû subir le spectacle de centaines de milliers de prisonniers de guerre qui mouraient de faim, qui ont dû subir la vue des trains de déportés en route vers les camps de la mort [...]. Et je m'adresse aujourd'hui aux représentants de la direction de LO qui sont présents à cette tribune, et je leur demande de s'expliquer sur cette propagande obscène [...]. Est-ce que votre intention aujourd'hui est de recruter des racistes en leur expliquant que les fascistes ne tiendront pas leurs promesses de chasser les Maghrébins qui font partie intégrante de la classe ouvrière de ce pays, les travailleurs "immigrés" n'est-ce pas ? »

A cela, les représentants de LO présents ce soir-là à la tribune de la Mutualité n'ont rien répondu. Trois semaines plus tard, le 14 mai, l'éditorial des « feuilles d'entreprises » de LO revenait sur le sujet en expliquant



Jean-Claude Courasse

Scandaleux débat sur la Cinq, le 7 mars 1988, entre Arlette Laguiller (à droite) et Martinez (à gauche), un des chefs fascistes.

cette fois-ci que Hitler avait « commencé par mettre les militants communistes et socialistes dans les camps de concentration. Puis il a continué avec les Juifs et les Tziganes, et enfin, en même temps qu'il massacrait les Juifs dans les camps, il envoyait les travailleurs allemands qui avaient cru en lui se faire massacrer sur les fronts de la guerre mondiale. » Quatre jours après, comme à l'accoutumée, une version augmentée et retravaillée de ce texte était publiée en éditorial de LO, et dans cette nouvelle version toute mention du massacre des Juifs dans les camps nazis avait disparu. Que cette modification ait été mûrement pesée est confirmé par une autre modification apportée au texte : la dénonciation des profanations et actes antisémites de Carpentras, Quimper et Clichy-sous-Bois comme « écoeurants et [qui] soulèvent l'indignation » devient le 18 mai la constatation « neutre » qu'ils « ont soulevé l'indignation ».

LES AMBIGUITES NAUSEABONDES DE LO

Il est écoeurant de surprendre ainsi LO en train de modifier et de remodifier

« révisionnistes » comme Faurisson (qui servent de couverture à la construction de réseaux d'influence fascistes dans les universités) nient l'existence des camps d'extermination en invoquant de soi-disant « travaux historiques scientifiques », Le Pen va répétant que les camps d'extermination ne sont qu'un « détail » de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Et c'est ce même « détail » que la direction de LO a jugé bon de faire disparaître de la deuxième version de son éditorial. Il faut rappeler que l'été dernier, à propos du Carmel d'Auschwitz, cette organisation dans un article au titre révoltant, « Mourir pour Auschwitz ? », niait l'antisémitisme dans l'affaire et ne voulait y voir qu'une querelle entre « tartuffes de toutes obédiences » et proposait de remplacer « ce coin de terre voué à l'horreur et à la laideur » par un parc paysager (LO n° 1103, 22 juillet 1989). Les dirigeants de LO savent-ils que les nazis en déroute avaient essayé d'effacer les traces de leurs crimes en démantelant des camps d'extermination ?

Quand LO est obligée de voir le racisme qui gangrène la société, elle ramène la campagne de terreur raciste

(LO n° 1144, 18 mai).

Avec ce type d'« analyse », on ne peut pas expliquer pourquoi Hitler a – tragiquement – tenu ses promesses de « purifier » l'Allemagne et l'Europe des « races inférieures » désignées par sa haine raciste. Si on y ajoute la relativisation du génocide, « l'arrivée au pouvoir des nazis s'est soldée par un massacre. Pas seulement le massacre de six millions de Juifs, mais aussi le massacre de neuf millions d'Allemands qui ont péri dans la Seconde Guerre mondiale dans laquelle le régime hitlérien les avait jetés » (LO n° 1137, 30 mars), il ne suffirait dès lors que d'un pas de plus pour tomber d'accord avec Le Pen que les chambres à gaz sont « une péripétie, un détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale ».

L'Holocauste reste le stade ultime de la barbarie impérialiste. D'abord parce qu'il s'agit de l'extermination, froide et méthodiquement organisée, de millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans des usines de la mort. Ensuite parce que le délire raciste au nom duquel ce génocide a été perpétré n'est pas, comme le croit LO, un simple procédé « démagogique », mais l'expression même de la pourriture du capitalisme à l'époque impérialiste. En 1942, le jeune dirigeant et théoricien trotskyste Abraham Léon, assassiné en 1944 par les nazis à Auschwitz, avait analysé ces rapports entre racisme et impérialisme dans son livre *La Conception matérialiste de la question juive* : « C'est le développement effréné des forces productives se heurtant aux limites étroites de la consommation qui constitue la force motrice véritable de l'impérialisme, le stade suprême du capitalisme. Mais c'est la "Race" qui semble être sa force apparente la plus caractéristique. Le racisme, c'est donc d'abord le déguisement idéologique de l'impérialisme moderne. La "race luttant pour son espace vital" n'est rien d'autre que le reflet de la nécessité permanente d'expansion qui caractérise le capitalisme financier [...] ».

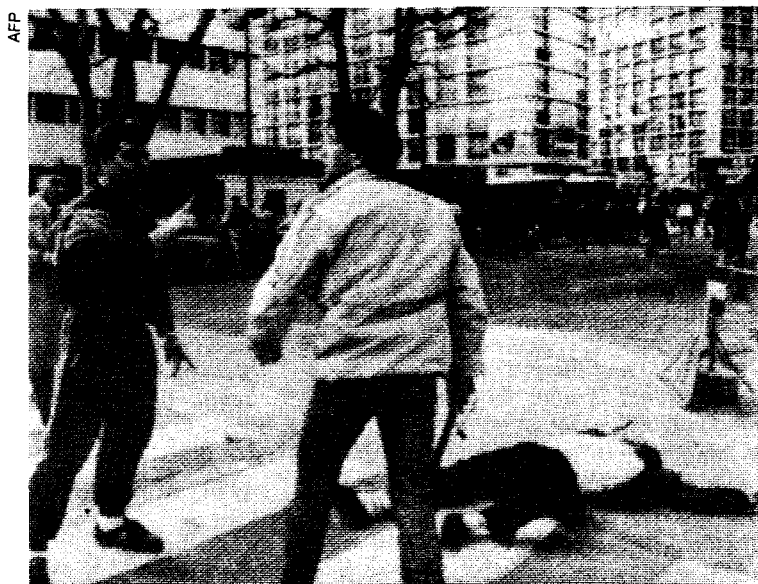
LE CULOT CYNIQUE DE LO

LO n'était présente à aucune des manifestations de protestation contre l'abomination antisémite de Carpentras, que ce soit la « manifestation silencieuse » du lundi 14 mai ou la manifestation organisée la veille à Paris à l'appel de la LCR. Lutte Ouvrière (n° 1144, 18 mai) couvre cet abstentionnisme en dénonçant l'hypocrisie – bien réelle – des proclamations « anti-racistes » du monde politique, en s'exclamant qu'« on aurait aimé d'ailleurs que tous ces politiciens protestent avec autant de vigueur quand, il n'y a pas si longtemps, des crimes racistes ont entraîné la mort de jeunes immigrés maghrébins ». Pour « justifier » ainsi son boycott total des protestations contre les profanations antisémites, y compris de la manifestation du 13 où ne participait aucun de ces « politiciens », il faut à LO un culot monstrueux.

D'autant plus que LO répète à un procédé qu'elle a utilisé il y a six mois pour soutenir l'exclusion raciste de lycéennes beurs du lycée de Creil : à l'époque, LO évoquait la nécessité de lutter pour défendre les droits des

Suite page 6

Les nervis fascistes de Le Pen ratonnent dans les rues de Marseille, le 4 avril 1987. Pour LO, le Front national est plus un concurrent politique qu'un ennemi à écraser.



fier ses formulations sur l'Holocauste. Depuis que les camps de la mort nazis ont associé de façon indissoluble antisémitisme et génocide, la négation ou la « relativisation » de l'Holocauste occupent une place centrale dans le discours des idéologues antisémites. Mais les fascistes – jusqu'à présent du moins – ont été contraints d'effectuer cette répugnante besogne en pesant leurs mots. Tandis que les faussaires

à un procédé de propagande électorale, parmi d'autres, à la disposition des politiciens bourgeois, « un outil utilisé dans les périodes de crises sociales pour tenter de maintenir, envers et contre tout, un système de société déchiré par les contradictions et les inégalités ». Et ainsi Hitler « a utilisé le racisme comme une marche pour mater la classe ouvrière allemande, et se hisser au pouvoir »

La grève des cheminots polonais doit vaincre!

Szczecin, Pologne, 26 mai - Ce port, le plus important de Pologne, est paralysé depuis trois jours par la grève des cheminots qui revendiquent 110 % d'augmentation. Cette grève sauvage, dont l'épicentre est la ville de Slupsk, à environ 200 km, entre dans sa deuxième semaine. Gdynia, le deuxième port de Pologne, est aussi paralysé.

Les comités de grève sont indépendants de Solidarność et de l'ancien syndicat stalinien, l'OPZZ, qui vient cependant d'apporter son soutien au mouvement. Walesa a condamné la grève, accusant des « forces démagogiques » de mener le pays à la « guerre civile ». Les négociations ont été rompues à nouveau aujourd'hui. Le ministre du Travail, Kuron, ancien héros de la gauche occidentale, durcit sa position contre les grévistes. Cette grève est le plus important défi lancé à ce jour par le prolétariat polonais au « traitement de choc » appliqué par le gouvernement de Solidarność qui affame littéralement la masse de la population. Les salaires réels ont baissé de 40 % dans la dernière période, et on voit un chômage de masse qui était inconnu dans les qua-

rante dernières années. Cette grève électrise le pays, mais son écho atterrit aussi les champs pétrolifères de Tioumen et les mines du Kouzbass en URSS, les usines de la RDA, aussi bien que l'Occident capitaliste.

Devant les entrées des gares de Szczecin, on peut lire « grève avec occupation », et des piquets de grève montent la garde. La gare principale est transformée en quartier général. Toutes les grilles ont été barricadées de l'intérieur. Le comité de grève siège dans les anciens bureaux de l'administration. L'installation téléphonique intérieure relie maintenant les différents dépôts régionaux en grève. Les secrétaires et employés de bureau travaillent désormais pour le comité de grève. Mais l'importante présence militaire autour de la gare constitue un avertissement menaçant - Mazowiecki pourrait faire intervenir massivement l'armée contre la grève.

Ce matin, des correspondants de *Workers Vanguard* et de *Spartakist* sont tombés sur un groupe d'une centaine d'agitateurs anti-grève et pro-Mazowiecki. Face à eux, 50 grévistes,

avec des brassards rouges et blancs, se tenaient, calmes et déterminés, derrière la barricade de bancs de la seule entrée accessible. Ces manifestations « spontanées », comme nous l'a expliqué sans détours un des grévistes - soi-disant isolées -, sont « organisées par Solidarność ». Il apparaît de plus en plus clairement que c'est le gouvernement pro-capitaliste de Solidarność qui est isolé de la population. Solidarność semble être largement discrédité parmi les grévistes. Des illusions subsistent cependant dans le Solidarność des débuts, et « Solidarność 80 », que dirige Marian Jurczyk et qui se présente comme le « vrai Solidarność », affirme soutenir la grève. Jurczyk était un des anticommunistes les plus virulents au 1^{er} congrès de Solidarność en 1981. Le « vrai visage » de Solidarność a toujours été son programme pour restaurer le « marché libre » qui frappe brutalement aujourd'hui les Polonais.

Les cheminots insistent que leur grève n'est pas politique. Après plus de 40 ans de stalinisme et l'écroulement récent des illusions dans Solidarność, beaucoup de travailleurs n'aiment peut-

être pas le mot « politique ». Mais, comme nous l'écrivons dans notre « Lettre aux travailleurs polonais » : « [...] pour gagner contre les forces déployées contre vous, les travailleurs polonais vont devoir transcender les revendications purement économiques. Ceci nécessite non seulement une détermination à lutter, mais une compréhension politique de ce qui s'est passé et un programme politique basé sur les vrais intérêts de la classe ouvrière internationale [...]. Seuls les trotskystes ont un programme pour combattre la contre-révolution capitaliste et la guerre impérialiste, en retournant au communisme authentique de Luxemburg et Lénine - la lutte pour défendre et étendre les acquis de la révolution d'Octobre par des révolutions socialistes dans le monde capitaliste. En avant vers un parti trotskyste en Pologne, section d'une Quatrième Internationale reforcée. »

Victoire pour la grève des cheminots polonais ! Envoyez messages de solidarité et soutiens financiers par mandat-poste international à : Strajk Komitet, Gdovna Station, Slupsk, Pologne. ■

Carpentras...

Suite de la page 4

tion et au rythme des « immigrés » qui tombent dans les rues, victimes de la terreur raciste.

Quand, dès 1982, les travailleurs « immigrés » de l'automobile, au cœur même de la classe ouvrière de ce pays, engagèrent la riposte contre les brutales attaques antiouvrières lancées par le gouvernement, Mitterrand et son premier ministre d'alors, Mauroy, déclenchèrent une virulente campagne raciste contre ces travailleurs d'origine maghrébine, traités d'« intégristes ». Citroën, Renault, Talbot - toutes ces grèves, maintenues isolées et trahies par les directions réformistes des syndicats, ont subi une défaite qui a à la fois encouragé la vermine fasciste et a permis au gouvernement de poursuivre et d'accentuer ses attaques contre d'autres secteurs de la classe ouvrière. Il faut de puissants mouvements de grève pour stopper les attaques antiouvrières, et c'est le devoir brûlant du mouvement ouvrier de lutter pour préserver son intégrité et son unité en avançant centralement dans chaque lutte la revendication des pleins droits de citoyenneté pour les « immigrés » et leur famille !

Rejetés de plus en plus dans le chômage, relégués et maintenus dans les ghettos de misère, subissant une ségrégation sociale dans tous les domaines de la vie, ces travailleurs « immigrés » et leur famille ont été désignés à la gâchette des tueurs racistes par une politique gouvernementale de plus en plus répressive à leur égard. Multiplication des corps de répression spécialisés dans la chasse aux « immigrés », décrets d'interdiction du regroupement familial, expulsions massives par charters Joxe ou Pasqua, camps de « rétention » - toute une panoplie de mesures institutionnalisant la terreur d'Etat. Il faut rappeler que les gouvernements du Front populaire avaient légué en 1940 à Pétain tout un arsenal législatif anti-« immigrés » qui transformait les « étrangers indésirables » (dont beaucoup étaient des Juifs d'Europe centrale) en « étrangers en situation irrégulière », et que cet arsenal servit de point de départ aux lois antisémites de Vichy. A bas la campagne de terreur raciste ! Halte aux expulsions ! Flics hors des quartiers « immigrés » ! Abolition des CRS et de

tous les corps d'exception spécialisés de la répression anti-« immigrés » !

Le consensus raciste est devenu doctrine officielle et s'affiche de plus en plus ouvertement. Le jour même de la profanation du cimetière juif de Carpentras, le gendarme assassin d'un jeune lycéen guadeloupéen ressortait libre du tribunal qui l'avait acquitté, libre comme l'assassin de Malik Ousse-kine et de Saad Saoudi. A peine le bruit des pas des centaines de milliers de manifestants venus exprimer leur indignation contre cette flambée d'antisémitisme s'éteignait-il que les journaux publiaient à la une les marchandages nauséabonds entre les caciques de la droite et le gouvernement « de gauche » sur les mesures de répression supplémentaires à prendre contre les « immigrés ». Et Rocard de retirer - avec la bénédiction des Harlem Désir - sa proposition, pour le moins timide, de droit de vote pour les « immigrés » aux élections locales. « Intégration » est même devenu le mot de code pour répression !

Et non contents de répondre aux discours haineux d'un Le Pen en accentuant la chasse aux « immigrés », les sociaux-démocrates, serviles valets de l'impérialisme français, n'hésitent pas, pour sceller l'union nationale, à disputer aux fascistes leurs oripeaux idéologiques. Et l'on voit dans cette époque anniversaire du bicentenaire de la Révolution française, bourgeoise, de 1789, un Rocard aller glorifier à Orléans, le 8 mai, l'« identité nationale » en se revendiquant de la tradition de Jeanne d'Arc, figure mythique de l'obscurantisme monarchique et religieux contre lequel la bourgeoisie de 1789, représentant alors le progrès historique, a combattu, mais aussi et surtout symbole de l'unité nationale dont les ligues fascistes se sont emparé depuis les années 30. Pour les impérialistes, l'« identité nationale » est la couverture idéologique du chauvinisme pour leurs préparatifs de guerre de rapine. Et il n'est pas innocent que les partis ouvriers réformistes reprennent à leur compte les Jeanne d'Arc et autres symboles qui marquent leur volonté de préserver les intérêts de leur propre impérialisme en cherchant à emprisonner le prolétariat dans les chaînes de l'« union sacrée » avec son ennemi de classe. Ainsi dans les années 30, le PCF, passé définitivement du côté de

l'« ordre » bourgeois en adoptant la défense nationale et la politique de front populaire, eut la révélation de Jeanne d'Arc. Et on voit aujourd'hui les soi-disant « révolutionnaires » de la LCR, accrochés aux basques de Mitterrand, ne trouver rien de mieux à faire que de tenter de finir la manifestation antifasciste du 14 mai devant la statue de Jeanne d'Arc, une initiative que leur avait peut-être soufflée un de leurs dirigeants, Daniel Bensaïd, ex-guerrillero de café, qui, lui aussi, proclamait il y a quelques mois qu'« il ne faut rien laisser à Le Pen [...] Surtout pas, moins que tout, Jeanne d'Arc » (*Cahiers du féminisme* n° 46, automne 1988).

Aujourd'hui encore, la racaille fasciste ne tire sa force que de l'impuissance des directions traîtres du prolétariat. Une riposte massive et puissante, bien organisée et déterminée, pourrait la faire rentrer dans son trou et galvaniser tous les travailleurs, en particulier les « immigrés » ! Mais cette lutte passe aussi par la lutte pour une direction révolutionnaire du prolétariat - un parti multiracial, tribu du peuple, unifiant derrière lui tous les opprimés contre ce système capitaliste pourrisant, porteur de la barbarie fasciste, pour le renverser et instaurer un véritable gouvernement ouvrier. C'est notre combat ! ■

Lutte ouvrière...

Suite de la page 5

femmes (une préoccupation qui est habituellement le cadet de ses soucis) pour s'associer à une campagne anti-immigrés dont l'enjeu ne pouvait être qu'un renforcement de la ségrégation (cf. « La réaction s'empare de l'affaire des foulards islamiques - A bas la campagne anti-immigrés ! », *le Bolchévik* n° 97, novembre-décembre 1989) !

Pendant les années où la terreur raciste montait dans la France de Mitterrand, LO a fait preuve d'une insensibilité particulièrement révoltante face aux crimes racistes, n'y voyant que « des misérables assassinant d'autres misérables », et allant jusqu'à déclarer, au moment de l'assassinat du petit Toufik Ouannès par un tueur raciste pendant l'« été meurtrier » de 1983, que « polluer l'environnement, le sien

comme celui des autres, par le bruit ou en pissant n'importe où, c'est aussi une forme d'intolérance » (LO n° 789, 16 juillet 1983) - Toufik avait été assassiné alors qu'il faisait éclater des pétards. Aujourd'hui, LO consent à parler de « lutte contre le racisme », mais on ne peut s'empêcher de soupçonner qu'il s'agisse d'une autre entreprise de « relativisation » de l'antisémitisme.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier français, depuis ces proudhoniens devenus « ligueurs » jusqu'à Doriot, en passant par ces blanquistes devenus boulangistes et certains syndicalistes-révolutionnaires, ce pays a vu d'un groupe se réclamant de la classe ouvrière (et même implanté dans les usines) passer du camp du prolétariat à celui de la réaction - et à chaque fois, l'antisémitisme, traditionnellement puissant en France, a joué un rôle clé dans ce processus de dégénérescence. Aux militants qui veulent véritablement lutter sans concessions contre la terreur raciste et antisémite, nous disons : Quittez Lutte ouvrière avant qu'il ne soit trop tard ! ■

Rouen...

Suite de la page 2

en 1987 pendant deux semaines un piquet quotidien devant le restaurant « le Flunch », qui refusait son entrée aux Maghrébins et aux Africains. Le 28 mai 1988, dans la région rouennaise, nos camarades, en pleine campagne électorale pour la candidature de Gilles Cazin, se sont servis des élections comme tribune pour organiser une riposte contre une agression de skins qui avait fait plusieurs victimes noires et algériennes devant le bar « le Riche-lieu ». Notre camarade Gilles traçait alors les perspectives pour en finir avec la terreur raciste : « Il faut que tout le mouvement ouvrier de la région organise une action de front unique, une riposte immédiate, massive, puissante, contre cette sinistre et menaçante razzia. C'est la seule voie pour stopper l'escalade des agressions fascistes. » Et il concluait que « la classe ouvrière de ce pays a besoin d'un parti authentiquement révolutionnaire, un parti tribu du peuple, que nous cherchons à construire et où nos frères immigrés ont leur place ». ■

Enhardi par la politique conciliatrice de Gorbatchev

L'article que nous reproduisons ci-dessous a été traduit de Workers Vanguard n° 500 (20 avril), le journal de nos camarades de la Spartacist League, section américaine de la Ligue communiste internationale.

Les Etats-Unis, ces derniers temps, brandissent beaucoup le gros bâton dans les Caraïbes. Ils ont envahi le Panama, kidnappé le chef de l'Etat et installé un régime fantoche. Ils ont acheté les élections nicaraguayennes en exploitant la faim d'une population fatiguée de la guerre, usée par des années d'embargo économique et de guerre des contras imposée par les Etats-Unis. Ils ont proposé un blocus naval de la Colombie pour « arrêter la drogue ». Et, comme test de jusqu'où le Kremlin de Gorbatchev est prêt à aller dans la conciliation avec eux, les dirigeants de Washington se sont lancés dans une escalade de provocations contre Cuba. Aux yeux des impérialistes, la survie de la seule révolution anticapitaliste à avoir triomphé dans l'hémisphère occidental constitue un défi intolérable à leur domination sur la région.

Le 30 janvier dernier, les gardes-côtes américains se sont livrés à un acte de piraterie internationale caractérisé dans le golfe du Mexique, en attaquant dans les eaux internationales un cargo désarmé battant pavillon cubain et qui transportait une cargaison de chrome vers le Mexique. En prétendant que le cargo « avait le profil » d'un navire transportant de la drogue, les Américains exigèrent de l'arraisonner. Quand l'équipage du *Hermann* refusa, la vedette des gardes-côtes ouvrit le feu – sur ordre explicite de Washington – à la mitrailleuse et au canon de 20 mm. Elle continua à tirer jusque dans les eaux mexicaines, mais les Cubains réussirent à s'échapper. Quand ils firent escale finalement à Tampico, les autorités mexicaines fouillèrent le navire et trouvèrent seulement dix tonnes de minerai de chrome.

Dans une démonstration de complet mépris pour les règles de l'immunité

Bush vise Cuba



Marines US à Guantánamo, la base militaire américaine à Cuba

Alain Keller/Syigma

Défense de Cuba!

la guerre de propagande. Les Cubains les ont immédiatement et efficacement brouillées, et ont présenté à la presse leurs antennes de 50 mètres, leurs antennes paraboliques à ondes millimétriques et leurs hélicoptères spécialement équipés. Mais ce qui inquiète davantage les responsables des réseaux américains, c'est que La Havane puisse riposter avec ses émetteurs d'un million de watts. En mars dernier, Cuba a retransmis une conférence de presse de Castro loin à l'intérieur des Etats-Unis sur six fréquences différentes, touchant 30 Etats et presque un millier de stations de radio.

Après la défaite des sandinistes dans les élections nicaraguayennes de février, le chef du groupe parlementaire Répu-

S'ils essaient, l'affaire sera sanglante. Cuba n'est pas la Grenade, ni le Panama, ni même le Nicaragua. La génération actuelle a libéré le pays de ses anciens maîtres yankees, et les travailleurs cubains se souviennent comment ils ont vaincu l'invasion des *gusanos* soutenus par la CIA à la baie des Cochons. De plus, ils ont beaucoup à défendre : tandis que la « voie intermédiaire » de conciliation avec les capitalistes suivie par les sandinistes (et qui leur était vivement conseillée par Castro) a signifié la famine pour les masses nicaraguayennes, l'abolition de l'exploitation capitaliste à Cuba a permis d'éradiquer la misère endémique dans toute l'Amérique latine. Le taux d'alphabétisation à Cuba est plus élevé qu'aux Etats-Unis, et le taux de mortalité infantile représente la moitié de celui de la ville de Washington.

La milice territoriale cubaine a plus d'un million de membres, sur dix millions d'habitants. Lors d'une conférence syndicale en janvier dernier, des délégués se sont présentés dans leur uniforme de la milice, et des dizaines de milliers de personnes sont venues acclamer le courageux équipage de l'*Hermann*. Cela montre une fois de plus que toute agression militaire venue du nord se heurterait à une résistance acharnée de la part d'une population armée et déterminée. C'est pourquoi les impérialistes, dans leur hostilité toujours aussi forte et bipartisanne [partagée par les Républicains et les Démocrates] envers la Révolution cubaine, vont probablement intensifier leur guerre économique et de propagande et leurs provocations. Le devoir des ouvriers conscients, dans le monde entier et particulièrement aux Etats-Unis, est de défendre inconditionnellement Cuba contre la menace de contre-révolution.

CASTRO : LE DERNIER VIVA DU STALINISME

Le 7 avril dernier, la principale banderole d'une manifestation appelée à New York pour dire « USA, bas les pattes devant Cuba » proclamait « Viva Fidel ». Mais défendre la Révolution cubaine ne signifie pas se faire les apologistes de Castro. Depuis notre apparition en tant que tendance, la Spartacist

League (SL) a insisté, pour reprendre les termes de la résolution présentée en décembre 1961 par la Revolutionary Tendency dans le Socialist Workers Party [d'où elle sera exclue en 1963, formant par la suite la SL]: « Pris comme un tout, le processus aujourd'hui en cours à Cuba est celui de la formation d'un Etat ouvrier déformé – c'est-à-dire la création d'une société comme celle qui existe en Union soviétique, en Europe de l'Est et en Chine. En minimisant l'influence de la classe ouvrière dans la révolution, en limitant l'appel de la révolution aux ouvriers des autres pays, tendant à donner le pouvoir à une bureaucratie incontrôlée, et en soumettant l'avenir de Cuba à la diplomatie contre-révolutionnaire du Kremlin, ce processus soulève le danger de restauration capitaliste à Cuba » (reproduit dans *Spartacist* édition anglaise n° 2, juillet-août 1964).

La population cubaine vit avec les bruits de bottes impérialistes depuis maintenant trois décennies, et n'a pas été intimidée. Aujourd'hui, avec l'écroulement du pouvoir stalinien dans la plus grande partie de l'Europe de l'Est, il y a de nouveaux dangers. L'impact du blocus économique de Washington, qui constitue depuis trente ans la source de beaucoup de pénuries et de difficultés, est maintenant amplifié par la diminution des échanges et de l'aide en provenance de beaucoup des anciens alliés de Cuba. Il y a eu d'importantes pénuries d'approvisionnements essentiels, provoquées par la dislocation des échanges entre membres du COMECON, dont certains exigent maintenant que leurs exportations soient payées en devises. Les fournitures de pétrole soviétique ont déjà été réduites d'environ 500 millions de dollars par an.

En janvier, les rations journalières de pain ont été diminuées quand des livraisons de céréales et de farine soviétiques ne sont pas arrivées, officiellement à cause d'un manque de navires en Pologne, en Allemagne de l'Est et en URSS. Les céréales destinées au bétail sont venues à manquer, et la quantité de celles destinées aux volailles a été réduite de façon drastique ; par la suite, ces dernières ont été achetées sur le marché mondial, faisant augmenter le prix des œufs. Le manque de crédits en devises a réduit de 40 % les échanges de Cuba avec les pays capitalistes industrialisés. Et un plan d'austérité récemment proposé se traduira par une réduction de la consommation d'électricité allant jusqu'à 50 %, le gel d'une bonne part de la construction, et des fermetures d'usines (*Washington Post*, 7 avril).

« De quel camp socialiste pouvons-nous parler aujourd'hui ? », demandait Castro dans un discours prononcé le 7 mars dernier devant la Fédération cubaine des femmes. « Le camp socialiste, en fait, n'est plus. » En janvier, parlant devant la fédération syndicale cubaine, il exprimait ouvertement son inquiétude : « Pendant des décennies, nos plans [...] étaient basés sur l'existence d'un camp socialiste [...] avec qui nous avons conclu des accords et avec qui nous avons des liens économiques étroits [...]. Nous ne savons même pas quel gouvernement dirigera ces pays, nous ne savons pas qui sera là en 1990 [...]. Et en 1991 ? Pouvez-vous imaginer le plan quinquennal 1991-1995 ? » (*Granma Weekly Review*, 11 février). Le commerce avec les autres pays du COMECON a représenté 82 % des importations de Cuba et 87 % de ses exportations.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les Cubains sont nerveux ces

Suite page 9



Gorbatchev, ici avec Castro l'année dernière, réduit le soutien économique soviétique à Cuba – l'aide soviétique a été vitale de Cuba, étranglé par le blocus US.

diplomatique et l'extra-territorialité des ambassades, pendant l'invasion sanglante du Panama, les troupes américaines avaient assiégé l'ambassade cubaine, kidnappant deux diplomates cubains et encerclant la résidence de l'ambassadeur. En décembre 1989, des soldats cubains avaient essuyé des coups de feu tirés par des soldats américains à la base navale de Guantánamo, située en territoire cubain et occupée depuis son annexion par les forces américaines lors de la guerre hispano-américaine, il y a presque un siècle de cela. La récente visite du cuirassé *Wisconsin* et d'un porte-avions d'attaque à Guantánamo a souligné la menace.

Le mois dernier, les Etats-Unis ont commencé à diffuser les émissions de TV Martí à Cuba – une escalade dans

blicain au Sénat, Robert Dole, déclarait : « Comme je le vois, ce sont deux points au tableau, le Panama et le Nicaragua, et un qui reste à marquer – Cuba. » En visite au Brésil en mars, le vice-président Dan Quayle proclamait que « Cuba est le dernier problème sérieux sur le continent », exprimant ainsi à la fois son ignorance de la géographie et les desseins agressifs de Washington. Dans leur arrogance fanfaronne, les dirigeants américains s'imaginent que les Cubains vont eux aussi s'incliner devant leurs chars et leurs dollars. Les *gusanos* (vers de terre) de Miami arborent des badges sur lesquels on peut lire « Noël prochain à La Havane », et discutent de comment partager les dépouilles de la contre-révolution dans l'île.

Procès stalinien à La Havane

L'exécution du général Ochoa

« Cette révolution lutte, aussi, non pour détruire aucun de ceux qui ont été ses enfants [mais] lutte afin que tout homme puisse être corrigé, afin que tout révolutionnaire qui commet des erreurs puisse les rectifier [...]. La révolution est patiente et tolérante et elle essaie d'aider les camarades et non de les détruire. »

— Fidel Castro, 13 mars 1966

* * *

« Ochoa a-t-il eu l'occasion de se sauver lui-même ? [...]. Si l'homme s'était sincèrement repenti, il aurait pu y avoir des arguments contre son exécution et même contre son envoi en prison. [...] il y a eu des moments où la révolution pouvait être, et elle l'a été, généreuse sans se nuire à elle-même. Aujourd'hui, la révolution ne peut pas être généreuse sans véritablement se nuire à elle-même. »

— Fidel Castro, 9 juillet 1989

Le 14 juin 1989, le général de division Arnaldo Ochoa Sánchez était arrêté à La Havane sous les chefs d'inculpation de corruption et de malversation. Deux jours plus tard, un autre chef d'inculpation était ajouté, l'accusation de relations avec des trafiquants internationaux de drogue et d'un possible trafic de drogue. Le 24 juin, le général Ochoa comparait devant un tribunal d'honneur militaire, composé de 47 généraux et amiraux de haut rang des Forces armées révolutionnaires (FAR). Le 30 juin, le général Ochoa, déchu de ses titres et grades, passait en jugement en compagnie d'un groupe de hauts fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur (MININT), avec à sa tête le colonel Antonio de la Guardia.

Après un procès de trois jours, Arnaldo Ochoa, Tony de la Guardia et leurs deux collaborateurs les plus proches étaient condamnés à mort ; dix autres étaient condamnés à des peines de prison allant jusqu'à 30 ans. Le lendemain du jour où le tribunal militaire rendait son verdict, un appel de ces condamnations était déposé devant la Cour suprême cubaine, qui le rejetait immédiatement. Le surlendemain, le Conseil d'Etat se réunissait et confirmait les condamnations. Les sentences, l'appel, son rejet et la confirmation des condamnations à mort, tout cela a été rapporté le 10 juillet par le quotidien cubain *Granma*. Et le 13 juillet, à peine un mois après que les premières accusations eurent été portées, les condamnés à mort passaient devant un peloton d'exécution.

Ce procès, mené tambour battant, et ces exécutions rapides sont sans précédent à Cuba, sous Fidel Castro. C'était la première fois que la peine capitale était appliquée à des responsables gouvernementaux de haut niveau. En l'occurrence, depuis 1959, pas même un contre-révolutionnaire *gusano* n'a été exécuté à Cuba. Mais dans cette affaire, le général Ochoa était l'ancien chef de la mission militaire cubaine en Angola et l'un des très rares officiers des FAR à avoir reçu le titre de héros de la révolution. Ochoa avait également dirigé les missions militaires cubaines en Ethiopie et au Nicaragua, commandé les armées du Centre et de l'Ouest à Cuba, ainsi que le district de La Havane et devait prendre le commandement de la région militaire clé de

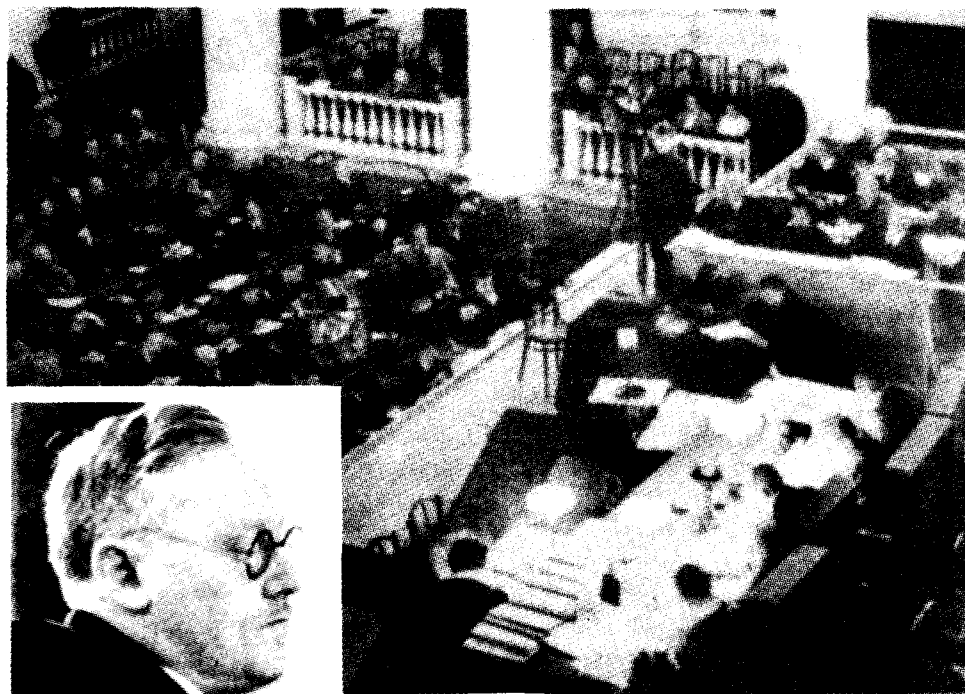


Le général Arnaldo Ochoa Sánchez

l'Ouest. Au début des années 60, il avait été envoyé au Venezuela pour aider les guérilleros. Il avait combattu avec Fidel et Raúl Castro et Che Guevara dans la Sierra Maestra contre la dictature de Batista.

Arnaldo Ochoa était véritablement un enfant de la révolution. Tony de la Guardia était issu d'une famille de la haute société de La Havane et travaillait dans le MININT depuis 1960. Après dix-huit ans passés dans le corps d'élite des Troupes spéciales, il avait été nommé chef du Département Z (devenu plus tard Département MC) qui avait la responsabilité de contourner l'embargo américain en se procurant des marchandises sur les marchés noirs du monde entier. Son frère Patricio, également condamné dans cette affaire, était général de brigade au Ministère de l'Intérieur et dirigeait la mission du MININT en Angola, pendant qu'Ochoa y dirigeait les FAR, et il avait été chef des Troupes spéciales cubaines au Chili, avec Allende jusqu'au coup d'Etat. Avec de tels castristes de la première heure en procès, tout le pays avait les yeux rivés devant la télévision qui retransmettait les dépositions. Les murs de La Havane étaient couverts de « 8 A » (« ocho-a » en espagnol) en soutien au populaire général.

Le procès Ochoa, la « Causa



Au cours des tristement célèbres Procès de Moscou de la fin des années 30, dont le procureur était Andréi Vychinsky (à gauche), Staline extermina les vieux cadres bolchéviques.



Fidel et Raúl Castro

1/89 », est une purge stalinienne classique des sommets de la bureaucratie au pouvoir, avec procès-spectacles, aveux dégradants et l'accusé lui-même qui réclame que la peine maximum lui soit infligée. Ce procès a été suivi de la « Causa 2/89 », dans laquelle le principal accusé était le ministre de l'Intérieur, le général de division José Abrantes. En tout huit généraux du MININT, ainsi qu'un certain nombre de colonels et de commandants ont été emprisonnés, licenciés ou démissionnés, y compris les chefs des services de renseignements, de la douane, des services de l'immigration, de la police des frontières et les chefs-adjoints du département politique. Ont été également emprisonnés dans le cadre d'une affaire de « mœurs » liée aux précédentes le vice-président du Conseil des ministres, le ministre des Transports, Diocles Torralbas, ancien *Comandante* de la révolution et chef de la défense aérienne des FAR.

Ainsi, tous les échelons supérieurs de l'appareil policier ont été nettoyés. Cette opération a été suivie, durant l'automne 1988, d'une vérification des cartes du Parti communiste - 400 000 membres interrogés, dont 6 000 ont reçu une sanction disciplinaire et 2 000 ont été exclus. L'affaire Ochoa est devenue la pièce maîtresse de la campagne de « rectification » des frères

Castro. Dans son discours du 26 juillet 1988, Castro a déclaré qu'en raison de la situation géographique de Cuba - « à 150 kilomètres du plus puissant empire de la terre », ou même « à deux millimètres... ici même à la base navale de Guantánamo » - le parti « ne peut commettre d'erreurs qui l'affaibliront idéologiquement ». Peu de temps après l'exécution d'Ochoa, Cuba interdisait les publications soviétiques *les Nouvelles de Moscou* et *Sputnik* comme antisocialistes (cf. dans ce numéro l'article « Bush vise Cuba », page 7).

Avec Washington de plus en plus agressif dans ses provocations, et Cuba de plus en plus isolé comme résultat de la crise internationale du stalinisme, le régime de Castro se replie sur lui-même. Cependant, étant lui-même un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, Cuba subit beaucoup des mêmes pressions sociales pro-capitalistes qui existent en Europe de l'Est et en Union soviétique. Au-delà des individus impliqués, les « Causas 1/1989 et 2/1989 » ont montré une couche bureaucratique petite-bourgeoise sujette à la corruption et prête à conclure des affaires personnelles avec l'ennemi capitaliste. En tant que stalinien, l'unique réponse de Castro est d'intensifier l'exhortation morale/idéologique et la répression policière, tout en cherchant la conciliation avec l'impérialisme. Assiégé, le régime montre une mentalité de bunker ; congénitalement étranger à la démocratie ouvrière et à l'internationalisme prolétarien, le régime embrasse une idéologie nationaliste qui est une caricature du « socialisme de caserne ».

OCHOA, LES CASTRO ET LA GUERRE D'ANGOLA

Ce sont là certains des effets du procès Ochoa qui a marqué la crise interne la plus sérieuse des trois décennies du Cuba de Castro. Mais qu'est-ce qui a provoqué cette crise ? Quelles étaient les accusations, les preuves ? Nous devons dire d'emblée que nous ne savons pas ce qui s'est passé. Nous n'étions pas là, et nous avons seulement une version de l'histoire : le réquisitoire de l'accusation et les « aveux ». Et les principaux accusés ont été exécutés sommairement.

Quand le général Ochoa a été arrêté, il a été accusé de corruption, essentiellement de trafic sur le marché noir angolais. Pendant le « procès », le procureur a affirmé qu'Ochoa et son adjoint le capitaine Jorge Martínez (également exécuté) vendaient du sucre

Défense de Cuba contre l'impérialisme américain !

Suite de la page 7

jours-ci – même l'aide soviétique, qui a été vitale pour que Cuba survive malgré le blocus impérialiste, peut être remise en cause. Gorbatchev, suivant la logique de conciliation avec l'impérialisme, brade la boutique en Europe de l'Est, et Cuba est bien loin. Dans l'atmosphère d'« enrichissez-vous » de la perestroïka qui règne aujourd'hui en URSS, les *Izvestia* rapportaient en août dernier que parce que « la coopération avec Cuba est devenue non rentable pour beaucoup d'entreprises soviétiques », certaines « envisageaient de se retirer du marché cubain ». Quel intérêt, continuait l'article, « quand en échange [l'entreprise soviétique] va recevoir en fait les mêmes roubles [...] simplement au prix de plus grands soucis ? »

Néanmoins, on rapporte que l'Union soviétique continue à fournir les matériels militaires qui sont une nécessité vitale à la défense de Cuba, comme les chasseurs MIG-29 récemment livrés, à la consternation des porte-parole de l'impérialisme.

Tandis que les régimes stalinien des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés d'Europe de l'Est suivent la logique de leurs réformes orientées vers le marché jusque dans les griffes de la contre-révolution capitaliste, Castro se présente comme le gardien des principes socialistes. « Si le destin nous assigne le rôle d'être un jour parmi les derniers défenseurs du socialisme dans un monde dans lequel l'empire yankee aura réussi à réaliser le rêve de domination mondiale de Hitler », proclame-t-il, « nous saurons comment défendre ce rempart jusqu'à la dernière goutte de sang » (*New York Times*, 9 décembre 1989).

Devant les syndicalistes cubains, Castro dénonçait les « apprentis du capitalisme », en lançant cette mise en garde : « On parle beaucoup de propriété privée et d'économie de marché. Si vous adhérez à la propriété privée avec une économie de marché, vous obtenez le capitalisme ou un processus de construction du capitalisme. » Dans un effort pour isoler le peuple cubain des effets de la glasnost et de la perestroïka, deux revues soviétiques populaires, *Sputnik* et les *Nouvelles de Moscou*, ont été interdites en août dernier, accusées de « justifier la démocratie bourgeoise » et d'être « remplies de venin [...] contre le socialisme ». Ainsi, le non-conformisme des années 60, la coqueluche de la Nouvelle gauche, en est venu à symboliser aujourd'hui le dernier viva de l'orthodoxie stalinienne.

Au moment où les conséquences désastreuses de la politique de Gorbatchev se traduisent en actes, il s'avère que non seulement des staliniens durs

comme le PC américain de Gus Hall, mais aussi des gens se réclamant du trotskysme ([les mandéliens américains de] Socialist Action), ainsi que le castro-sandiniste SWP, présentent le Cuba de Castro comme un phare de la révolution. En réalité, Castro est un nationaliste petit-bourgeois devenu depuis longtemps un stalinien, comme le procès-spectacle de La Havane, en juillet 1989, l'a amplement démontré (voir dans ce numéro l'article « L'exécution du général Ochoa », page 8). Mais c'est du stalinisme sous la menace de l'impérialisme yankee, c'est cela qui dicte à Cuba sa posture parfois plus militante. Et du fait que Fidel Castro s'accroche au dogme stalinien anti-internationaliste de construire le « socialisme dans un seul pays » – le sien, bien sûr –, cela conduit à

central des offres de « coexistence pacifique » faites par Castro aux bourgeoisies latino-américaines et à leurs suzerains nord-américains a été de proposer de participer à une « guerre commune » contre le trafic de la drogue. C'était un thème central du procès Ochoa.

Construire le « socialisme » dans une seule île des Caraïbes, dans une situation d'extrême pénurie exacerbée par l'embargo américain, a signifié exiger des travailleurs cubains des sacrifices continuels. Castro rejette les stimulants matériels comme corrupteurs et antisocialistes, et à la place il a recours à des exhortations « morales » pour inciter les travailleurs à des efforts toujours plus grands. Au moment où le régime Castro se trouve de plus en plus isolé, politiquement et éco-

éléments favorables à la restauration capitaliste qui sont aujourd'hui à l'œuvre. Ce qui est nécessaire dans l'Etat ouvrier cubain, c'est une révolution politique pour chasser la bureaucratie et établir le pouvoir des organes de la démocratie ouvrière – les soviets – qui pourront mobiliser pleinement la volonté des masses prolétariennes, leur force et leur héroïsme.

Le poison antisocialiste distillé par des organes comme les *Nouvelles de Moscou* et *Sputnik* peut et doit être vaincu non par la censure bureaucratique, mais dans une lutte politique pour un programme internationaliste prolétarien. Mais ceci est l'antithèse du régime stalinien nationaliste de Castro. Quant à TV Martí, une direction internationaliste à La Havane porterait la bataille chez l'ennemi, en s'inspirant de l'éphémère « Radio Free Dixie » sur les ondes de laquelle la voix du militant noir pour les droits civiques Robert F. Williams était diffusée dans le Sud des Etats-Unis au début des années 60.

L'année dernière, un journal argentin demandait : « Est-ce que Castro est le dernier des Mohicans du vieux programme du Kremlin pour le tiers monde ? Est-ce que Cuba peut survivre par lui-même quand les subventions se réduisent et que les dangers objectifs venus du nord augmentent ? » (*Clarín*, 28 juillet 1989). La Révolution cubaine ne peut pas survivre seule, uniquement sur la volonté des masses de résister au colosse yankee. Les illusions sur l'abondance capitaliste ont un pouvoir d'attraction énorme sur une population condamnée à la pénurie par des décennies de blocus. C'est seulement au travers d'un combat internationaliste pour la révolution socialiste, sous la direction d'une avant-garde léninistrotrotskyte que les acquis de la révolution peuvent être défendus contre un impérialisme revanchard, qu'un avenir communiste de liberté et d'abondance peut être assuré.

Une révolution politique prolétarienne en Union soviétique, retournant à la voie de Lénine et Trotsky, offrirait une aide vitale. Au lieu d'« alliances » traîtres avec des capitalistes affameurs, comme au Brésil, et de dangereuses illusions dans une « solution pacifique » à la guerre civile en Amérique centrale, des révolutions ouvrières dans toute l'Amérique latine briseraient rapidement le terrible isolement de Cuba. Et les problèmes du sous-développement seront finalement vaincus quand de vastes ressources techniques et matérielles seront libérées pour l'humanité par une révolution ouvrière socialiste victorieuse aux Etats-Unis, « dans le ventre de la bête », pour reprendre la formule si éloquente de José Martí. ■



Washington, 3 mai 1981 – Cortège de nos camarades de la Spartacist League contre l'aide US au régime salvadorien des escadrons de la mort : « Victoire militaire aux insurgés de gauche ! », « La défense de Cuba et de l'URSS commence au Salvador ! »

certaines idylles internationales bien étranges.

En écoutant Ronald Reagan ou George Bush, on pourrait penser que Castro est toujours en train de fomenter l'agitation révolutionnaire dans les Amériques, sans parler de l'Afrique. Pourtant, d'après une dépêche de *Prensa Latina*, lors d'une conférence de presse tenue à l'occasion de l'entrée en fonction du président de droite brésilien Fernando Collor, Castro déclarait que « le Brésil est confronté à un gigantesque défi, et le nouveau président a la volonté de le relever » (*Granma Weekly Review*, 19 mars). C'était juste au moment où Collor préparait un programme d'austérité antiouvrière brutal ! Dans les récentes années, un thème

nomiquement, sa réponse est la « rectification socialiste » : campagnes anticorruption, campagnes de travail volontaire, et répression sociale pour faire accepter l'austérité à la population.

Mais dans un monde dominé par le marché capitaliste et la pauvreté que celui-ci engendre, le revers de la médaille du volontarisme et du moralisme répressif des staliniens pour les masses, c'est la corruption et les privilèges pour la bureaucratie. Cela a provoqué le développement d'une couche parasitaire qui repose sur l'économie collectivisée et cherche un équilibre précaire entre les travailleurs et l'impérialisme. Comme Trotsky l'a prédit il y a cinquante ans, c'est cette couche qui a engendré les

contre des dollars déposés sur un compte bancaire au Panama. Ochoa a répondu qu'ils avaient changé des dollars en monnaie locale afin d'acheter des matériaux pour construire un aéroport dans le sud de l'Angola. Cela a été un véritable tour de force ; ils ont construit, en seulement sept semaines, un terrain d'atterrissage capable de recevoir des chasseurs à réaction. Ce fut décisif pour fournir une couverture aérienne aux troupes angolaises et cubaines qui ont battu les envahisseurs de l'apartheid sud-africain à Cuito Cuanavale. Si Ochoa s'est tourné vers le marché noir pour obtenir ce dont il avait besoin quand il en avait besoin, on ne peut pas appeler ça un crime.

Les accusations de marché noir sont extrêmement suspectes : Ochoa est accusé d'avoir vendu du sucre et acheté des défenses d'éléphants ; il répond que les défenses se vendaient, sur le mar-

ché, aussi librement que des postes de télévision. L'argent, évidemment, était sans valeur ; le commerce était réduit au troc ; les Cubains avaient un surplus de sucre et les Angolais des défenses. Le montant total déposé sur un compte au Panama (qu'Ochoa nie être son argent personnel) approchait, d'après le procureur, la somme insignifiante de 46 000 dollars. En réponse aux accusations comme quoi il aurait détourné 160 000 dollars destinés à l'achat de lance-grenades pour les Nicaraguayens, Ochoa a répondu qu'il ne pouvait pas s'en procurer, et qu'il leur avait envoyé à la place 2 000 grenades, qui ont coûté autant, sinon plus. Et les Nicaraguayens ne se sont pas plaints. Quant aux accusations de cupidité et de corruption, Ochoa a affirmé devant le tribunal militaire : « Ceux qui me connaissent et savent comment je vis sont conscients du fait que je n'ai

jamais pensé à moi-même, que je ne possède rien. » Et personne ne l'a contredit.

Les accusations de marché noir ne sont en réalité qu'un écran de fumée, comme le montre le discours de Fidel Castro, du 9 juillet, devant le Conseil d'Etat. Il a commencé sa diatribe en attaquant Ochoa abondamment (plus de 4 500 mots !) sur les désaccords qu'ils ont eus sur la politique militaire en Angola. Mais Ochoa n'était accusé de rien concernant ces controverses. Sur quoi portaient-elles ? Castro a reproché aux Soviétiques d'avoir sérieusement étiré l'armée angolaise vers le sud, la rendant vulnérable à une contre-attaque sud-africaine dévastatrice. D'après ses remarques, il a évidemment vu qu'Ochoa prenait le parti des Soviétiques. Qui avait raison ? Nous avons uniquement la version de Castro. Les forces cubaines ont finalement remporté une vic-

toire majeure dans le sud de l'Angola ; elles ont battu les forces sud-africaines à Cuito Cuanavale et les ont ensuite repoussées vers la frontière namibienne. Il est clair, d'après les messages de Castro, qu'il a conduit la campagne militaire depuis La Havane.

Mais cela en soi en dit long sur le régime castriste. Le commandant en chef dictait des instructions détaillées à 5 000 kilomètres du champ de bataille. C'est de cette manière que Hitler et Staline dirigeaient leurs armées. Et parfois ils avaient raison. En Afrique du Nord, Rommel implorait sans cesse Berlin de lui envoyer davantage de carburant pour qu'il puisse poursuivre les Britanniques vers Le Caire, mais Hitler, malgré tous les exploits du brillant général, voyait qu'il s'agissait fondamentalement d'une action de retardement et de harcèlement. Staline a

Suite page 10

Procès Ochoa...

Suite de la page 9

réussi à redonner du nerf à plus d'un commandant local par la terreur pure et simple, alors que l'Armée rouge menait un combat inégal. Mais c'était après qu'il eut amené l'Union soviétique au bord de la défaite : son effondrement à la suite de la *Blitzkrieg* de la Wehrmacht en juin 1941, sa confiance criminelle dans son pacte avec Hitler, et sa purge sanglante de l'état-major soviétique ont coûté des millions de vies soviétiques.

Le crime véritable d'Ochoa était à l'évidence d'avoir répliqué à El Jefe et à son patron immédiat, Raúl Castro. Devant le tribunal d'honneur militaire, Raúl a absurdement accusé Ochoa de suffisance, en prétendant qu'il était « difficile de discerner sa pensée véritable sous ses plaisanteries incessantes » ! Selon la journaliste américaine Julia Preston, le général Castro a déclaré dans un discours télévisé que « les gens se plaignent du commandant en chef... plus que jamais auparavant » et qu'Ochoa s'était plaint de « mauvaises décisions » prises pendant la guerre d'Angola (« Le procès qui a ébranlé Cuba », *New York Review of Books*, 7 décembre 1989). Pour sa part, Ochoa a « avoué » devant le tribunal d'honneur : « On grogne quand on reçoit un ordre et vient le moment où on finit par penser que tout ordre qui nous parvient du commandement supérieur est un ordre mal donné. Sur cette pente, on acquiert un mode de pensée indépendant, et on finit par croire qu'on a raison [...] ». Ainsi donc, le général était « coupable » de « pensée indépendante ».

Fidel Castro déclare devant le Conseil d'Etat que dans l'accomplissement des missions internationalistes « il est inconcevable de permettre à aucun chef militaire, aussi brillant et capable soit-il, d'avoir le pouvoir de prendre des décisions stratégiques... et, dans beaucoup d'occasions, le pouvoir de prendre des décisions tactiques importantes ». Ces prérogatives sont du ressort de « la direction du parti » (Fidel) et du « haut commandement des Forces armées révolutionnaires » (Raúl). Avec une telle vision mégalomane de la part des deux frères Castro, il est facile de



Baso/Gamma-Liaison

Castro a conseillé au dirigeant nicaraguayen Daniel Ortega (à droite) la conciliation avec l'impérialisme américain et la bourgeoisie nicaraguayenne.

voir comment Ochoa est entré en conflit avec ses supérieurs.

OCHOA, LES CASTRO ET LA « GUERRE CONTRE LA DROGUE »

Qu'en est-il donc des différentes autres accusations portées contre Ochoa ? Certaines étaient juste du dénigrement sans fondement, jouant sur le registre de la pruderie stalinienne, tels les racontars sur des scandales sexuels rapportés par *Cuba Update* (automne 1989) : « La rumeur publique parlait d'histoires d'échanges de femmes, de relations sexuelles avec la fille d'une maîtresse, âgée de treize ans, l'arrangement d'envois de jolies filles cubaines en Angola, comme inter-

nacionalistas au service des soldats. » Par ailleurs, malgré beaucoup de spéculations dans la presse américaine – émanant de l'ex-général cubain Rafael del Pino, qui a fait défection en 1987 –, aucune preuve n'est venue corroborer les théories selon lesquelles Ochoa était le dirigeant d'une aile militaire pro-Moscou qui soutiendrait les réformes de la perestroïka, et qu'il y avait une lutte de pouvoir avec le ministre de la Défense Raúl Castro.

Mais l'accusation selon laquelle le général Ochoa était impliqué dans des relations avec des trafiquants de drogue, et qu'il a couvert l'existence d'un réseau de trafic de drogue opérant depuis le Ministère de l'Intérieur, rentre dans une tout autre catégorie d'affaires, dont certaines sont passablement pourries. Qu'il y ait eu un tel réseau, supervisé par Tony de la Guardia, c'est ce qu'affirment non seulement Castro, mais aussi le gouvernement américain qui l'avait infiltré. Et si le procureur et les frères Castro s'efforcent de lier le réseau du MININT à Ochoa, tout le monde est d'accord sur le fait que celui-ci a eu des contacts avec la mafia de la cocaïne colombienne par l'intermédiaire des frères de la Guardia. Concernant l'envoi de son adjoint Martínez pour rencontrer l'un des gros bonnets du cartel de Medellín, Pablo Escobar, Ochoa déclare : « De tous les crimes que j'ai commis, celui-là est pour moi le plus sérieux. Je n'ai pas le moindre doute là-dessus. »

Le réseau de la Guardia se confondait apparemment avec le Département MC, chargé de tourner l'embargo américain. En raison de la nature clandestine de leur travail, ses membres pouvaient compter sur la coopération de leurs collègues douaniers et gardes-frontières du MININT ; personne ne posait de questions. Parce qu'ils traitaient avec des individus louches, capables de faire sortir en contrebande des marchandises des Etats-Unis, ils entraient nécessairement en contact avec des trafiquants de drogue et d'armes. Pendant des années, ils ont à n'en pas douter accompli beaucoup de choses pour Cuba. Mais ils sont devenus trop familiers avec certains de leurs contacts les plus suspects, et cela a évidemment débouché sur du trafic de



Der Spiegel

Soldats cubains en Angola. Ils ont infligé une défaite décisive aux forces sud-africaines en 1988.

drogue en conjonction avec les *gusanos* basés à Miami. Pendant trois ans, le réseau MC a supervisé toute une série de transbordements de drogue dans les eaux cubaines et à l'aéroport militaire de Varadero, pour un total de plusieurs millions de dollars.

Même d'après la version de l'accusation, Ochoa n'a jamais fait de trafic de drogue. Il affirme qu'il n'avait pas l'intention de faire passer de la drogue via Cuba, mais plutôt d'investir dans le tourisme cubain de l'argent qu'un ami blanchirait à Panama via le Mexique pour des affaires de drogue. Un tel montage indirect serait, s'imaginait-il, plus sûr que les « affaires à la petite semaine » de De la Guardia. Cependant, au cours des négociations, Ochoa envoyait son adjoint Martínez à Medellín, en Colombie, où celui-ci rencontra Pablo Escobar. (Ce dernier n'avait pas besoin de blanchir de l'argent ; il était beaucoup plus intéressé par des missiles antiaériens.) Deux envoyés d'Escobar furent amenés à Cuba pour des négociations avec de la Guardia. Castro et le procureur ont tous deux demandé ce qu'auraient été les conséquences si Martínez avait été arrêté en Colombie. Concernant « les conséquences politiques de tout cela pour Cuba », Ochoa a déclaré : « Alors que le commandant en chef disait que nous n'étions pas impliqués dans le trafic de drogue, nous étions impliqués dans le trafic de drogue ; ainsi, nous contredisions ce que le commandant avait dit. Je pense que rien ne peut être plus sérieux. Nous mettions en péril la situation de la patrie. »

En plaidant pour « un châtiement exemplaire et pour la peine la plus sévère », Fidel Castro affirmait : « Ils affaiblissaient sérieusement nos défenses ; ils nous privaient de nos armes morales. Ils présentaient à l'ennemi, sur un plateau d'argent, la possibilité de réunir des preuves pour discréditer Cuba. Que serait le Cuba révolutionnaire sans crédibilité internationale ? »

Des gangsters comme Pablo Escobar sont fort peu ragoûtants : les armées privées du cartel de Medellín ont tué plusieurs milliers de militants de gauche en Colombie, ont à plusieurs reprises massacré des paysans et assassiné des hommes politiques du Parti communiste. Et il est stupide à l'extrême de se laisser entraîner dans une entreprise où la CIA est depuis longtemps profondément impliquée. Le trafic de drogue a une longue et sordide histoire – rappelons-nous des guerres de l'opium du siècle dernier, dans lesquelles l'impérialisme britannique a extorqué de l'or de la dépendance de millions de Chinois. Le mal causé par l'activité du cartel de Medellín est amplifié en un fléau social beaucoup plus grand par la criminalisation de la consommation de la drogue et par la militarisation associée à la « guerre contre la drogue ».

Avant la Révolution de 1959, l'image de La Havane était celle d'une ville du vice, terrain d'action de la mafia et bordel de l'Occident. Les castristes ont

pris une position moraliste tirée de la discipline militaire de la guérilla, du puritanisme stalinien traditionnel et du poids du catholicisme dans la société cubaine. Le régime de Castro a vanté ses mesures répressives contre de prétendues preuves de la « dégénérescence capitaliste » comme l'homosexualité. (Durant les premières années, les homosexuels étaient emprisonnés dans le Cuba de Castro et actuellement, les victimes du SIDA sont mises en quarantaine.) C'est là la « morale » hypocrite et répressive de la société capitaliste à laquelle sont opposés les communistes.

Cependant, la prétendue « guerre contre la drogue » est actuellement le refrain central de la campagne menée par Washington pour réprimer la population des ghettos et les travailleurs aux Etats-Unis mêmes et pour intervenir militairement en tant que gendarme de l'Amérique latine. Un membre du Conseil d'Etat cubain remarquait : « Les Etats-Unis auraient pu être capables de préparer une agression armée contre Cuba sous prétexte de réprimer le trafic de drogue » (*La Jornada* [Mexique], 12 juillet 1989). C'est certainement vrai mais ça ne peut justifier une exécution sommaire.

« SES ENFANTS PURS ET NOBLES »

L'accusation véritable est la trahison, mais de quoi ? Le procureur l'a bien expliqué dans son réquisitoire. « Il est clair qu'au-delà et par-dessus toute question de procédure », a-t-il déclaré, « le plus grand crime d'Ochoa est d'avoir trahi son peuple ». « La première personne qu'Ochoa a trahie était précisément Fidel » a-t-il poursuivi. « Ochoa savait mieux que quiconque qu'il trahissait un symbole, une histoire d'honnêteté jamais obscurcie par un mensonge. En portant atteinte à la crédibilité de Fidel, Ochoa – et avec lui le reste des accusés – a poignardé dans le dos le pays et le peuple. Fidel est notre voix, il est notre représentant, vers lequel nous nous tournons dans les moments difficiles [...] ».

En résumé, le général Ochoa est accusé d'avoir trahi... Fidel. De même que Castro s'identifie à la direction du parti, et son frère Raúl à celle de l'armée, El Líder Máximo est identifié à Cuba, à la révolution. Même l'abject procureur des tristement célèbres purges des Procès de Moscou, l'ex-menchévik Vychinsky (qui en tant que ministre de Kerensky en 1917 a signé le mandat d'arrêt de Lénine), a été beaucoup plus prudent dans l'identification de Staline à l'Union soviétique. Mais la méthodologie est la même : parce que le *Vojd* (dirigeant) est la révolution, par conséquent tout refus d'obéissance, et plus encore l'opposition, sont une trahison. Pour que ce soit bien clair, Castro a fait placer dans le tribunal d'honneur » 47 amiraux et généraux de brigades et de divisions, les impliquant personnellement dans l'exécution, comme gage de loyauté.

Sous tous ses autres aspects, la « Causa 1/1989 » rappelle de manière effrayante les procès-spectacles staliens des années 30. Ochoa a reproché à son avocat d'avoir même soulevé la question du mobile, affirmant : « Je ne voulais pas entrer dans des explications qui pourraient ressembler à des justifications. » Beaucoup plus sinistres étaient les allusions faites par Raúl aux enfants d'Ochoa, ses « enfants purs et nobles », pour exiger d'Ochoa, de façon menaçante, qu'il coopère dans sa déposition publique. C'était clairement la question en jeu : ses « aveux » contre une garantie, en audience publique, de la sécurité de sa famille. Cette garantie était donnée par Fidel Castro qui déclara que la « noble et généreuse » révolution « ne ferait jamais de discriminations contre les enfants des coupables ».

Devant le tribunal d'honneur, Ochoa

déclara : « Je sais que j'ai trahi la patrie - et je vous dis en toute honnêteté, la trahison se paie avec la vie. » Et s'il devait être exécuté, ajouta-t-il, « ma dernière pensée sera pour Fidel, pour la grande révolution qu'il a réalisée pour son peuple ».

ILS AURAIENT ADORE LES PROCES DE MOSCOU

Les admirateurs de gauche de Castro se sont tous empressés de justifier le procès d'Ochoa. Debra Evanson, présidente de la National Lawyers Guild [association américaine d'avocats] a déclaré que ce procès n'était « ni un procès truqué ni un procès-*"spectacle"* », puisque les aveux avaient été, de toute évidence, volontaires et qu'à certains moments « les accusés paraissaient même désireux de clarifier les faits et les événements pour la cour [...] ». Elle aurait apprécié de voir Boukharine ou Zinoviev à la barre des accusés. « Bien que le temps ait été, à l'évidence, extrêmement court », notait-elle - de fait, deux jours entre l'accusation de trahison et la tenue du procès ! -, il n'en demeurerait pas moins que « les avocats avaient la possibilité d'examiner les preuves réunies par les enquêteurs et d'interroger leurs clients ». Evidemment, ajoutait-elle, « la culpabilité n'était pas en question dans cette affaire » puisqu'ils avaient tous avoué (Cuba Update, automne 1989).

Les réformistes [américains] du Socialist Workers Party, qui sont parmi les scyphantes les plus cyniques de Fidel Castro, ont applaudi les exécutions. Fusiller Ochoa était une « réaction résolue » pour laquelle « les travailleurs, partout, ont une dette de gratitude envers l'armée et le gouvernement cubains ». Ils ont également applaudi « à la détermination de Cuba pour faire face au fléau du trafic de drogue » (Militant, 11 août 1989). En 1987, le SWP s'était opposé à l'extradition du criminel de guerre nazi Karl Linnas vers l'Union soviétique parce qu'il pouvait être exécuté pour ses crimes en tant que commandant d'un

camp de la mort en Estonie. L'autre « bouc émissaire » que le SWP voulait protéger de l'exécution était l'ex-boucher SS de Lyon, Klaus Barbie, qui avait aidé les Etats-Unis à traquer et à assassiner Che Guevara. Ces castristes de salon gardent leurs préoccupations humanitaires pour les fascistes.

Certaines des organisations pseudo-trotskyistes moins enthousiastes dans leur soutien à Castro sont plus mal à l'aise par rapport au procès Ochoa. Janette Habel, membre du Secrétariat unifié d'Ernest Mandel [dont la LCR est la section française], affirme qu'Ochoa « a probablement été écrasé lui aussi par son propre marteau ». Elle voit dans les révélations sur les abus de pouvoir, les détournements de fonds, les cliniques réservées et la distribution de postes de télévision, de magnétoscopes, de voitures et même de yachts à la nomenklatura cubaine une preuve « [...] des conflits qui traversent l'appareil d'Etat et dont on peut dire, schématiquement, qu'ils tendent à opposer le noyau dirigeant castriste et ses partisans, à la nouvelle génération de technocrates et de responsables, souvent influencés par Moscou [...] ». Habel rejette toute analyse qui « [...] identifierait, par exemple, l'évolution de la direction cubaine à celle des dictatures bureaucratiques des pays de l'Est [...] » parce que le groupe castriste « [...] n'est pas l'émanation d'un appareil bureaucratique, même si, par son mode de fonctionnement, il en a favorisé l'émergence [...] » (Inprecor n° 295, 16-29 octobre 1989). Seulement, Ochoa et de la Guardia faisaient tous deux partie de la vieille garde castriste.

Comme les spartacistes n'ont pas arrêté de le dire, le « groupe Castro » a dirigé un régime bureaucratique stalinien à partir du moment où Cuba est devenu un Etat ouvrier déformé, il y a presque trente ans de cela, bien qu'il ait fallu à cet Etat un certain temps pour se consolider. Et cela a toujours été accompagné de tentatives pour trouver un *modus vivendi* avec les Etats-Unis. Dans la même veine, Ochoa

et les autres ont été exécutés dans un effort de se concilier l'impérialisme américain, en offrant des victimes expiatoires. Peu de temps après le procès, Castro a proposé aux Etats-Unis, avec une grande publicité, de participer à sa « guerre contre la drogue ». Avec une arrogance typiquement impérialiste, l'administration Bush a refusé sur la base que cela lui donnerait une légitimité. « Il s'est tourné vers les Etats-Unis pour une bouée de sauvetage » déclarait le chef de la douane américaine William von Raab. « J'ai le sentiment que nous devrions lui lancer une ancre. »

Depuis des années, le gouvernement et les médias américains accusent Castro d'être impliqué dans le trafic de drogue - des accusations que celui-ci a toujours rejetées avec la plus grande véhémence. « Je dis catégoriquement », déclarait-il en 1985, « que pas un centime d'argent de la drogue n'a pénétré dans ce pays ; et je ne connais aucun cas de fonctionnaire qui, en 26 ans de révolution, ait été impliqué dans ce trafic [...] ». A Maria Shriver qui, en février 1988, lui demandait, sur la chaîne NBC, si le cartel de drogue colombien avait jamais fait transiter de la drogue par Cuba en direction des Etats-Unis, Castro répondait : « Jamais. Jamais ! Nous sommes le pays qui dans cet hémisphère a combattu le plus systématiquement la drogue. »

Cuba est une île située juste au large des côtes américaines, et la mer des Caraïbes est dominée par l'US Navy. Si Castro se lançait dans le trafic de drogue, il est certain que Washington utiliserait cela comme prétexte pour une agression militaire et Cuba, forteresse entourée par l'ennemi sans possibilité de recevoir de renforts, se trouverait dans une position très difficile. De plus, les gens du cartel de Medellín sont peu ragoûtants, peu dignes de confiance, et extrêmement réactionnaires. Objectivement parlant, il semble qu'il serait politiquement fort peu sensé de la part du gouvernement cubain de s'être engagé dans le trafic de drogue. On peut donc raisonna-

blement croire Castro sur parole à ce sujet.

Washington a financé ses terroristes contras nicaraguayens par des trafics de drogue pour acheter des armes, par l'intermédiaire des trafiquants cubains *gusanos* et a, pendant des années, entretenu ses « armées secrètes » anti-communistes par le trafic de l'opium à partir de l'Asie du Sud-Est. Pourtant, aujourd'hui ces mêmes impérialistes américains brandissent l'étendard de la « guerre contre la drogue » pour justifier leur interventionnisme en Amérique latine. Cela ne surprendrait personne que leur prochaine tentative d'invasion de Cuba soit menée sous le même prétexte. Mais essayer de concilier les dirigeants américains par une purge sanglante de quelques officiers indociles peut seulement aiguïser leurs appétits réactionnaires. Washington a exigé que Castro prouve son sérieux en livrant l'amiral Aldo Santamaría, commandant en chef de la marine cubaine, et Fernando Ravelo-Renedo, ambassadeur de Cuba au Nicaragua, pour un procès truqué comme celui qu'il prépare pour le général Noriega.

Quel que soit le tort causé par Ochoa et l'équipe de De la Guardia à la défense de Cuba, il est de loin dépassé par le dommage infligé par Castro lui-même quand il légitimise le cri de guerre américain. Le goût du sang déclenche chez les impérialistes, comme chez les requins, une frénésie de curée. Alors que la Révolution cubaine bureaucratiquement déformée dévore ses propres enfants, le programme de Castro d'étouffer la dissidence intérieure potentielle et la corruption par une répression accrue, de renforcer la « pureté » idéologique par des campagnes stalinienne de « rectification », et d'offrir de coopérer avec l'impérialisme dans une « guerre commune » contre la drogue, est une recette pour un désastre. Au contraire, c'est une nécessité urgente de mener une guerre de classe avec les travailleurs d'Amérique latine et d'Amérique du Nord contre leurs oppresseurs capitalistes-impérialistes communs.

- Adapté de Workers Vanguard n° 500

Jamal...

Suite de la page 12

Amérique est un symbole, un rituel, un résidu d'une époque de domination totale d'un peuple par un autre. Là réside son attrait en Amérique et dans le régime sud-africain de l'apartheid. Dans ces deux pays, la peine capitale est l'héritage de l'assujettissement raciste qui refusa à des peuples entiers les droits fondamentaux de l'homme, réduit à une bête de somme et à une propriété laissée au bon vouloir de son maître.

L'urgence du combat pour sauver la vie de Mumia Abu-Jamal et des centaines d'autres prisonniers des quartiers des condamnés à mort a été soulignée encore le 5 mars dernier quand la Cour suprême américaine annonça de nouvelles bases pour refuser des appels fédéraux dans de nombreux cas de condamnations à mort. Maintenant, les divers Etats des USA accélèrent les cadences de leurs machines à tuer. Depuis que la Cour suprême des USA a, en 1976, réinstauré dans la réalité la peine de mort, il y a eu 109 exécutions dans les Etats du Sud. Dans l'Etat de Californie, avec ses 253 détenus des quartiers des condamnés à mort, les protestations ont empêché (jusqu'à maintenant) la première exécution qui devait y avoir lieu depuis 1967.

LA CAMPAGNE INTERNATIONALE DOIT S'AMPLIFIER !

La cause de Jamal est en train de recueillir un soutien de plus en plus large et aux USA et au niveau international. Dans le monde, plus de 16 000 personnes ont signé des pétitions et des

lettres envoyées au gouverneur de Pennsylvanie, Robert Casey, exigeant qu'il ait la vie sauve. Aux USA, l'an passé, les rassemblements organisés, à l'initiative du PDC, tant à New York, Philadelphie, Berkeley qu'Atlanta ont réuni des représentants du mouvement ouvrier américain, des organisations pour l'abolition de la peine de mort, des groupes communautaires. Parmi les personnalités et organisations qui ont signé en sa faveur, on peut lire notamment les noms du représentant de la Californie au Congrès américain Ronald Dellums, de l'acteur Edward Asner, de Percy Sutton (ancien président du district de Manhattan), d'Operation PUSH (Chicago), du poète sud-africain Dennis Brutus, de Helmut Angula (SWAPO), de la section syndicale 1414 de l'ILA (Savannah, Georgie), de la section syndicale 6 de l'ILWU (San Francisco), de la section syndicale 308 de l'ATU (Chicago), de la Southern Ontario Newspaper Guild, de Jack Layton (conseiller municipal de Toronto), de Bobby Rush (conseiller municipal de Chicago), de Howard D. McCurdy (membre du Parlement de Windsor-St. Clair, au Canada).

L'activité en défense de Jamal s'est

étendue en Europe, en particulier à l'initiative des organisations sœurs du PDC, tel en France le Comité de défense sociale. (Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs, et cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste.) Grâce à l'association ouest-allemande AGIPA-Press (Amerika Gegen Informations Presse), un appel en faveur de Jamal a pu être largement diffusé par des stations de radio à Amsterdam, Anvers, Copenhague, Zurich, Berlin-Ouest et Fribourg. Un comité national pour faire connaître le cas de Jamal a été constitué en Suisse. La pétition distribuée par l'AGIPA-Press a été signée, entre autres, par des membres du Parlement européen, l'Association des juristes démocrates et onze membres du Sénat de Berlin-Ouest. Une manifestation contre la peine de mort, appelée par Amnesty International de Brême en RFA, a appelé à la libération immédiate de Jamal. Récemment, en Grande-Bretagne, le ministre écossais du Parlement Ron Brown vient d'écrire au gou-

verneur de Pennsylvanie pour exiger que Jamal ne soit pas exécuté.

En France, lors de la manifestation parisienne du 8 juillet dernier, organisée autour du mot d'ordre « Annulez la dette du tiers monde », le groupe de musique reggae Rising Soul, reprenant la campagne du CDDS, alternait chansons et appels pour sauver Jamal et invitait à signer la pétition du CDDS. Ce jour-là, la pétition recueillit 1 100 signatures - beaucoup de militants du PCF, des jeunes, notamment « beurs », et des travailleurs « immigrés » pour qui terreur et ségrégation racistes sont le quotidien. Signèrent, entre autres, René Dumont (ancien candidat écologiste aux présidentielles), Alain Krivine (dirigeant de la LCR), Charles Lederman (président du groupe PCF au Sénat), Otelo de Carvalho (ancien dirigeant de gauche des militaires portugais en 1970), Jack Ralite (ancien ministre et membre du PCF), l'écrivain Gilles Perrault. Par ailleurs, le MRAP a repris le cas de Jamal, dans le cadre de sa campagne en faveur des détenus victimes de la répression raciste aux USA.

Seule une mobilisation massive aux USA et dans le reste du monde pourra sauver Jamal. Elle doit être aujourd'hui d'une ampleur sans précédent. A Toronto, une manifestation est prévue, à l'initiative du PDC canadien, devant le consulat américain, le 4 juillet. De telles mobilisations auront lieu partout - New York, Chicago, Londres, Milan, Berlin, Paris. Le combat pour sauver Jamal est le combat contre les meurtres d'Etat racistes. Son nom doit devenir le cri de ralliement de la lutte contre l'injustice raciste et la barbarie de la peine de mort.

REJOIGNEZ LA CAMPAGNE !

Sauvons Jamal ! Faites connaître son cas dans vos associations, organisations, syndicats, dans les journaux et revues ! Faites voter des motions ! Mobilisez vos organisations pour qu'elles se joignent à la campagne ! Envoyez des télégrammes et lettres exigeant : « Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir ! » au Gouverneur Robert Casey, Main Capitol Building, Room 225, Harrisburg, PA 17120, USA. (Adressez-en une copie au CDDS.) Contactez le CDDS pour plus d'informations, pour organiser des réunions ou recevoir des pétitions, des affiches et des dossiers.

La campagne pour sauver Jamal coûte et coûtera beaucoup d'argent. Nous avons besoin de votre aide. Faites des collectes autour de vous ! Envoyez vos chèques à l'adresse suivante : CDDS, BP 202, 75822 Paris Cedex 17 ou vos virements à : Comité de défense sociale, CCP 1 429 25 J - Paris.

Campagne internationale pour sauver la «voix des sans-voix»

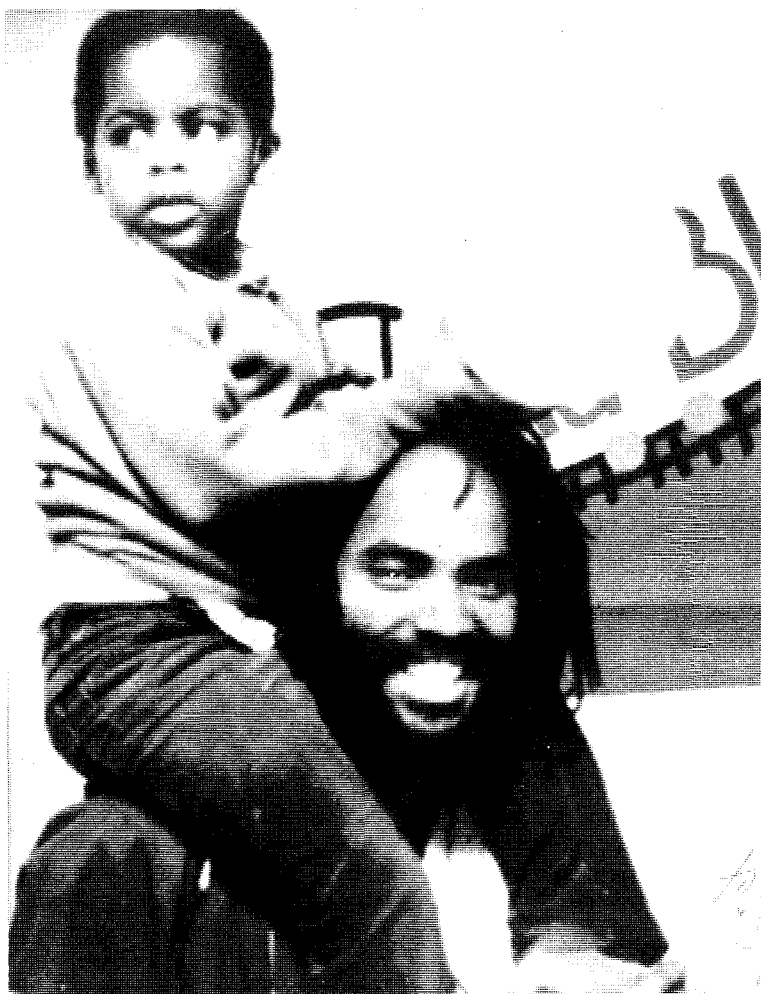
Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir!

Maintenu dans l'isolement à l'intérieur de la prison américaine de Huntingdon, en Pennsylvanie, un homme, noir, fait face à la chaise électrique. Mumia Abu-Jamal est aujourd'hui un prisonnier politique des quartiers des condamnés à mort parce qu'il a osé défier l'«ordre» capitaliste, raciste. Ancien porte-parole des Black Panthers, ardent défenseur de la communauté noire MOVE et journaliste surnommé – pour s'être fait le champion des droits des opprimés – «la voix des sans-voix», Jamal a été pendant 21 ans dans le collimateur des flics racistes et assassins de Philadelphie. C'est parce qu'il est un militant, résistant toujours au système raciste qui essaie de le tuer, que l'Etat est prêt au lynchage légal de Mumia.

Son histoire est celle de toute une génération de militants noirs depuis le mouvement pour les droits civiques, dans les années 60, jusqu'aux années Reagan. A 13 ans, il était frappé et arrêté pour avoir protesté contre un rassemblement qui se tenait, dans le bastion raciste du sud de Philadelphie, pour le gouverneur ségrégationniste de l'Alabama George Wallace. A 14 ans, il était un des fondateurs de la section de Philadelphie du Black Panther Party (BPP) et son ministre de l'Information; comme il le rappelait, cette expérience «a chargé [son] stylo d'un caractère particulier, anti-autoritaire et anti-establishment, qui survit à ce jour».

Journaliste de grande réputation depuis 1970, Jamal animait une émission sur une chaîne de radio nationale où il a interviewé, entre autres, Bob Marley, des combattants indépendantistes portoricains, etc. En 1980, il était élu président de l'Association des journalistes noirs de Philadelphie. Il est aussi un partisan bien connu de l'organisation MOVE de Philadelphie, elle-même cible de la vendetta lancée par les flics de Rizzo, alors maire de cette ville. En 1978, Jamal couvrait en tant que journaliste la campagne de Rizzo contre MOVE, y compris le siège par plus de 600 flics armés jusqu'aux dents de l'immeuble de MOVE à Powelton Village. En 1985, cette vendetta atteignait les sommets de l'horreur avec le bombardement, ordonné par Wilson Goode (le successeur de Rizzo à la mairie), de l'immeuble de MOVE – tout un quartier noir a brûlé: onze personnes tuées, dont cinq enfants noirs (cf. «Une mobilisation ouvrière/noire a stoppé le Ku Klux Klan», le Bolchévik n° 89, décembre 1988).

Le 5 novembre 1988 à Philadelphie, un rassemblement ouvrier/noir antifasciste occupait victorieusement l'Indépendance Mall, l'endroit où le Ku Klux Klan (KKK) et les skinheads avaient menacé de manifester. Cette mobilisa-



Sans crédit

Mumia Abu-Jamal, journaliste noir, ancien militant des Black Panthers, «voix des sans-voix», prisonnier politique du quartier des condamnés à mort.

tion pour stopper ces terroristes racistes avait été organisée par le PDC (Partisan Defense Committee, dont l'organisation sœur en France est le Comité de défense sociale) qui mène actuellement campagne aux USA pour sauver Jamal et pour abolir la peine de mort. Mumia Abu-Jamal adressa au rassemblement un message enregistré: «Amis, il est temps d'arracher sa cagoule au Klan et d'examiner de près ce qu'il y a dessous»; il poursuivit en décrivant «le rôle et la fonction première du Klan: utiliser la haine raciale pour diviser les nombreux peuples qui composent ce pays de sorte que quelques-uns, la classe dirigeante, puissent plus facilement exploiter le plus grand nombre [...]. Il est dans l'ordre des choses qu'une agence de l'Etat, les flics, soit chargée d'en protéger une autre, le Klan. Car, ne vous y trompez pas, le Klan sert les intérêts de la classe dirigeante qui doit diviser pour régner [...]. Des racistes bien plus meurtriers siègent en robes noires et envoient les Noirs, les hispaniques et les pauvres dans des prisons où l'Etat joue le maître d'esclaves».

LA MACHINATION CONTRE JAMAL

Le 9 décembre 1981, les flics tentèrent d'assassiner Jamal, en pleine rue, et échouèrent. Il fut hospitalisé avec

une blessure à l'estomac, et il fut arrêté et accusé d'avoir tué un policier – une accusation montée de toutes pièces. A son procès, la cour lui imposa un avocat commis d'office et lui refusa de prendre pour sa défense le conseiller de son choix. Pour avoir un «bon» jury, elle accepta comme juré un Blanc qui avait pourtant admis qu'il ne pourrait être impartial et exclut onze jurés potentiels, noirs, sur simple requête du procureur. Malgré les requêtes de Jamal, le juge refusa que le flic qui l'avait arrêté soit autorisé à témoigner. Le rapport de police attestait que Jamal n'avait fait aucune déclaration; sa comparution aurait été cruciale pour réfuter les affirmations d'autres flics prétendant qu'il aurait fait des aveux pendant qu'il perdait son sang sur le bord du trottoir. Jamal présenta quinze témoins de moralité. Il exposa les contradictions de l'accusation, qu'il décrivit, dans une lettre adressée au PDC en date du 15 avril 1987, comme «une procession de maquereaux et de putains entassés à la barre des témoins, l'un d'entre eux disant qu'il avait vu un «petit» homme d'environ 100 kilos tirer sur la victime (je fais 1 mètre 85 et je pesais alors environ 85 kilos) [...]. Un chauffeur de taxi blanc a décrit le tueur comme un homme portant une coiffure afro (et je porte de longues nattes depuis plusieurs années, avant

1981.» Et, afin de parfaire l'image de «violent» qu'il voulait donner de Jamal, le procureur calomnia un des témoins de moralité, Sonia Sanchez, poétesse de renom et professeur à Temple University, en l'accusant d'être une «amie de tueurs de flics» (*Class-Struggle Defense Notes* n° 10, avril 1989).

Lors de l'audience qui, en 1982, prononça la sentence, le procureur argumenta, de fait, que Mumia Abu-Jamal était condamné à mort simplement pour ses convictions et son histoire politiques, déclarant que son appartenance antérieure au BPP et une citation vieille de douze ans («*Le pouvoir politique est au bout du fusil*») prouvaient qu'il était un tueur de flics patenté!

L'accusation affirmait que Jamal pourrait obtenir «appel sur appel sur appel», essayant ainsi de tromper le jury en lui faisant croire que jamais la sentence de mort ne serait appliquée. Le 1^{er} février dernier, la Cour suprême de Pennsylvanie a rejeté la demande faite par Jamal pour replaider son appel – la seconde fois en moins d'un an que la cour rejette son appel contre la chasse aux sorcières raciste qui l'a condamné à mort. Un appel en révision à la Cour suprême des Etats-Unis a été déposé. L'année dernière, le représentant de l'Etat de Pennsylvanie David Richardson déclarait: «*Le procès de Mumia fut une farce [...]. Il était clair pour quiconque dont les yeux sont ouverts devant le racisme que Mumia a été victime d'un coup monté à cause de ses convictions politiques [...]. Un innocent a été condamné à mort*» (*Class-Struggle Defense Notes* n° 13, avril).

Le cas de Mumia Abu-Jamal, c'est ça la peine de mort. La peine capitale n'exprime pas seulement la barbarie et la cruauté arbitraire de cette forme ultime de la terreur d'Etat mais aussi le racisme inhérent à son application. En 1987, la Cour suprême des USA admit que s'il y a bien dans les condamnations à la peine capitale une différence de traitement en fonction de la «race» de la victime (une personne reconnue coupable du meurtre d'un Blanc risque 4,3 fois plus de se voir condamner à mort qu'un meurtrier d'un Noir), cela ne faisait rien! Aujourd'hui, une personne sur deux dans les quartiers des condamnés à mort est noire ou hispanique – une proportion quatre fois plus forte que la proportion que constituent les Noirs et hispaniques dans l'ensemble de la population; deux tiers de ceux qui, avec Jamal, attendent dans le couloir de la mort en Pennsylvanie sont noirs. Comme Jamal l'écrivit, dans un message adressé au PDC le 29 avril 1989: «*La peine de mort en*

Suite page 11